



INTERPOL

RAPPORT ANNUEL 2009



2009: **188**
PAYS MEMBRES

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS DU
SECÉTAIRE GÉNÉRAL

3

3 OUTILS ET SERVICES À
DESTINATION DE LA POLICE

27

BASES DE DONNÉES 28

ÉLARGISSEMENT DES SERVICES INTERPOL AUX
AGENTS PRÉSENTS SUR LE TERRAIN 30

DES ÉQUIPES SPÉCIALISÉES 31

LE CENTRE DE COMMANDEMENT ET DE
COORDINATION 31

LES NOTICES ET LES ARRESTATIONS ASSOCIÉES 32

L'ANNÉE EN CHIFFRES

4

1 GOUVERNANCE ET STRATÉGIE

7

STRATÉGIE ET FONCTIONS ESSENTIELLES 8

LE COMITÉ EXÉCUTIF 9

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 10

LES CONFÉRENCES RÉGIONALES 11

PROTECTION DES DONNÉES 11

4 DOMAINES DE CRIMINALITÉ
PRIORITAIRES

35

SOUTIEN AUX ENQUÊTES SUR LES MALFAITEURS
EN FUITE 36

SÛRETÉ PUBLIQUE ET TERRORISME 38

STUPÉFIANTS ET ORGANISATIONS CRIMINELLES 40

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE ET LIÉE AUX
TECHNOLOGIES DE POINTE 42

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS 44

LUTTE ANTICORRUPTION 45

2 UNE PRÉSENCE MONDIALE

13

INTERPOL DANS LE MONDE 14

OPÉRATIONS DE TERRAIN 18

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DE LA POLICE 22

PARTENARIATS INTERNATIONAUX 24

5 FINANCES

47

SYNTHÈSE 48

ÉTATS FINANCIERS 49



« EN 2009, NOUS AVONS PRIVILÉGIÉ DES APPROCHES RÉGIONALES QUI ONT PERMIS À NOS PAYS MEMBRES DE NOUER DES ALLIANCES SOLIDES ET FRUCTUEUSES, TOUT EN TIRANT PARTI DE NOS OUTILS, SERVICES ET CHAMP D'ACTION MONDIAUX, UNIQUES EN LEUR GENRE. »

AVANT-PROPOS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

L'année 2009 a clos une décennie riche en défis de grande envergure pour les forces de police du monde entier, avec la diversification et l'ampleur croissante de la grande criminalité transnationale et de bien d'autres menaces pour la sécurité publique. Allant de pair avec cette évolution, nous avons également assisté à l'émergence d'un nouvel environnement mondialisé dans lequel nos Bureaux centraux nationaux et les services de police de tous nos pays membres sont devenus plus actifs, plus interdépendants et plus prompts à réagir qu'ils ne l'avaient jamais été auparavant.

Ce rapport annuel, mon dixième depuis que je suis Secrétaire Général d'INTERPOL, présente les réponses que nous avons apportées à ces défis.

Tout au long de cette période, nos pays membres – maintenant au nombre de 188 – ont fait de plus en plus appel à notre réseau de communication, à nos bases de données et à nos moyens de soutien opérationnels 24 heures sur 24 et sept jours sur sept, en particulier l'année dernière, la capacité sans équivalent que nous avons de les aider à sécuriser leurs frontières, à retrouver les malfaiteurs en fuite et à enquêter sur les infractions à composante internationale devenant mieux comprise et reconnue.

La réunion historique avec le Département des Opérations de maintien de la paix des Nations Unies, avant l'Assemblée générale de Singapour, en octobre, a rassemblé plus de 60 ministres venus du monde entier, démontrant clairement l'adhésion à l'idée d'un rôle accru de la police dans les missions internationales de maintien de la paix.

La sécurité des frontières figurant au nombre des priorités, davantage de pays ont mis en place un contrôle systématique des passeports dans les aéroports et aux postes-frontières. Aussi le nombre des recherches effectuées dans notre base de données sur les documents de voyage volés et perdus a-t-il franchi la barre des 300 millions en 2009. Nous avons également présenté le passeport INTERPOL, qui facilitera les déplacements officiels des personnels de l'Organisation en simplifiant les formalités administratives lorsque les pays membres solliciteront notre assistance, et sera la vitrine des dernières innovations en matière de sécurité des documents de voyage.

Ce rapport présente nos réalisations les plus marquantes de 2009, lesquelles ont toutes été rendues possibles par la force de nos Bureaux centraux nationaux, l'impulsion donnée par notre Président et notre Comité exécutif, le soutien de nos pays membres, ainsi que par l'engagement du personnel du Secrétariat général et de nos Bureaux régionaux.

Au moment de mettre en place une planification stratégique renforcée, nous nous appuyerons sur ces succès de l'année passée pour faire encore mieux en 2010.



Ronald K. NOBLE
Secrétaire Général d'INTERPOL

L'ANNÉE EN CHIFFRES

L'ANNÉE 2009 A ÉTÉ MARQUÉE PAR PLUSIEURS ÉVÉNEMENTS MAJEURS DANS TOUS LES DOMAINES D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION, DONT LES EFFETS CONJUGUÉS ONT DONNÉ UN COUP D'ACCÉLÉRATEUR À LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ INTERNATIONALE.

45

L'opération Infra-Red a abouti à la localisation et à l'arrestation dans diverses régions du monde de 45 individus recherchés.

188

Le Samoa est devenu le 188^{ème} pays membre d'INTERPOL.

2

Nous avons renforcé notre présence au niveau régional avec l'ouverture de deux bureaux : le Bureau du Représentant spécial d'INTERPOL auprès de l'Union européenne, et notre nouveau Bureau régional de Yaoundé.

60

Au cours d'une réunion INTERPOL - Nations Unies sans précédent, des ministres de plus de 60 pays ont apporté leur soutien à un plan visant à renforcer le rôle de la police dans les opérations de maintien de la paix.

4 500

Plus de 4 500 fonctionnaires des services chargés de l'application de la loi du monde entier ont bénéficié de nos formations spécialisées dans de nombreux domaines de criminalité.

9m

Plus de 9 millions de recherches ont été effectuées dans notre base de données sur les véhicules volés – qui contient des informations sur 6,2 millions de véhicules –, soit presque trois fois plus qu'en 2008.

1 453

Grâce à notre base de données internationale sur l'exploitation sexuelle des enfants, 1 453 victimes d'abus pédosexuels avaient été identifiées et secourues dans le monde entier à la fin de l'année 2009.

326m

Plus de 300 millions de recherches ont été effectuées depuis toutes les régions du monde dans notre base de données sur les documents de voyage volés ou perdus, qui contient près de 20 millions d'enregistrements.

5 020

Plus de 5 000 notices rouges INTERPOL – ou alertes internationales concernant des personnes recherchées – ont été publiées.



1



GOVERNANCE ET STRATÉGIE

LA VISION D'INTERPOL, QUI CONSISTE À « RELIER LES POLICES POUR UN MONDE PLUS SÛR », GUIDE NOTRE ACTION AU QUOTIDIEN. LES PAYS MEMBRES SONT À L'ORIGINE DES ACTIVITÉS, QUI SE DÉROULENT DANS UN CADRE BIEN DÉFINI D'ORGANES DIRECTEURS ET DE RÉUNIONS STATUTAIRES.

STRATÉGIE ET FONCTIONS ESSENTIELLES

Pour faire face aux défis pressants en matière de sécurité engendrés par un monde de plus en plus globalisé, nous élaborons des stratégies exhaustives de lutte contre le terrorisme, la cybercriminalité et d'autres menaces transnationales. Nous explorons de nouvelles approches – mieux adaptées – pour collaborer avec les gouvernements, d'autres organisations internationales ainsi que le secteur privé en vue d'atteindre un but commun : renforcer la stabilité au niveau mondial.

Quatre fonctions essentielles balisent notre action dans l'accomplissement de notre mission, qui est de prévenir et combattre la criminalité grâce à une coopération policière internationale renforcée :

■ SERVICES EN MATIÈRE DE COMMUNICATION POLICIÈRE MONDIALE SÉCURISÉE

Un système mondial de communication policière – baptisé I-24/7 – permet aux policiers de l'ensemble des pays membres de demander ou de transmettre des informations de police capitales, ou encore d'accéder à ces informations de façon instantanée et dans un environnement sécurisé.

■ SERVICES EN MATIÈRE DE DONNÉES ET DE BASES DE DONNÉES OPÉRATIONNELLES AUX FINS DU TRAVAIL DE POLICE

Les pays membres ont un accès direct et immédiat à un large éventail de bases de données contenant des informations sur des malfaiteurs connus des services de police, des empreintes digitales, des profils génétiques et des données sur des documents de voyage volés ou perdus. Nous diffusons par ailleurs des informations essentielles concernant des infractions au moyen d'un système de notices internationales.

■ SERVICES EN MATIÈRE D'APPUI OPÉRATIONNEL DE POLICE

Nous apportons un soutien aux agents sur le terrain dans les situations d'urgence et sous la forme d'activités opérationnelles, en particulier dans nos domaines de criminalité prioritaires. Un Centre de commandement et de coordination est opérationnel 24 heures sur 24 et sept jours sur sept, et peut dépêcher une Cellule de crise sur les lieux d'une infraction grave ou d'une catastrophe.

■ FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DE LA POLICE

Nous dispensons des formations de police ciblées afin de renforcer la capacité des pays membres à lutter efficacement contre la criminalité transnationale et le terrorisme. Pour cela, il faut mettre en commun les connaissances, les compétences et les meilleures pratiques en matière de travail de police, et définir des normes mondiales.



INTERPOL CRÉE UN PASSEPORT À LA POINTE DE LA TECHNOLOGIE

Le passeport INTERPOL, dont un prototype a été présenté en octobre lors de l'Assemblée générale, a pour objectif de faciliter les déplacements internationaux des fonctionnaires de l'Organisation lorsque des pays membres sollicitent notre aide – que ce soit dans le cadre d'une enquête ou à la suite d'une catastrophe. Quatre pays (le Cameroun, la République démocratique du Congo, le Pakistan et l'Ukraine) se sont engagés à dispenser de visa les fonctionnaires d'INTERPOL titulaires de ce document. Cette initiative a par ailleurs reçu le soutien des Comités des Chefs de police d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale (CCPAO et CCPAC).

Cette initiative a également pour objectif d'imposer une nouvelle référence en matière de sécurité des documents. Ce passeport à la pointe de la technologie intègre tout un éventail d'éléments de sécurité (gravure laser, puce électronique, micro-impression, éléments de sécurité holographiques et optiques, etc.).



**PRÉSIDENT**

KHOO Boon Hui
(Singapour) 2008-2012

**VICE-PRÉSIDENT POUR L'AFRIQUE**

Mostapha MOUZOUNI
(Maroc) 2008-2011

**VICE-PRÉSIDENT POUR LES AMÉRIQUES**

Néstor Jorge VALLECCA
(Argentine) 2009-2012

**VICE-PRÉSIDENT POUR L'EUROPE**

Juergen STOCK
(Allemagne) 2007-2010

LE COMITÉ EXÉCUTIF

Le Comité exécutif d'INTERPOL donne des conseils et des orientations à l'Organisation, et surveille la mise en œuvre des décisions prises lors de la session annuelle de l'Assemblée générale. Il s'est réuni à quatre reprises en 2009.

DÉLÉGUÉS

AFRIQUE



Magdy ELSHAFEY
(Égypte) 2008-2011

AMÉRIQUES



Jorge BARBOSA PONTES
(Brésil) 2009-2011

ASIE



Nobuyuki KAWAI
(Japon) 2009-2012

EUROPE



Petter DYHRE
(Norvège) 2008-2011



Adamu Abubakar MOHAMMED
(Nigéria) 2009-2012



William J.S. ELLIOTT
(Canada) 2009-2012



Tariq KHOSA
(Pakistan) 2009-2012



Francisco GIL MONTERO
(Espagne) 2009-2012

Les personnes suivantes ont achevé leur mandat en octobre :

Eduardo Fernandes CERQUEIRA (Angola)
Thomas V. FUENTES (États-Unis)
Arturo HERRERA VERDUGO (Chili)

Konstantin MACHABELY (Fédération de Russie)
Ki Ryun PARK (République de Corée)
Vijay SHANKER (Inde)



Süleyman ISILDAR
(Turquie) 2008-2011

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Institution suprême de l'Organisation, l'Assemblée générale est composée de délégués désignés par chaque pays membre. Elle se réunit une fois l'an pour prendre toutes les décisions importantes relatives à la politique, aux ressources, aux méthodes de travail, aux finances, aux activités et aux programmes de l'Organisation. Elle élit également les membres du Comité exécutif.

La 78^{ème} session de l'Assemblée générale, qui s'est tenue à Singapour du 11 au 15 octobre, s'est ouverte par une réunion spéciale INTERPOL - Nations Unies, ayant rassemblé plus de 60 ministres du monde entier venus débattre des projets de renforcement du rôle de la police dans les opérations de maintien de la paix (voir page 24).

L'Assemblée générale a adopté plusieurs résolutions. Elle a notamment :

- Voté à l'unanimité l'adhésion du Samoa à l'Organisation – portant le nombre de pays membres à 188 ;
- Conclu un accord de coopération avec la Commission des Chefs de police d'Amérique centrale, du Mexique et des Caraïbes en vue de faire de notre Bureau régional de San Salvador le secrétariat permanent de la Commission ;
- Appelé les pays membres à intensifier la lutte contre la diffusion d'images d'abus pédosexuels sur Internet en utilisant toutes les solutions techniques disponibles, y compris le blocage d'accès aux sites concernés ;
- Approuvé la création d'une plateforme d'échange d'informations et d'une base de données (baptisée UMBRA) spécialisées à l'intention des entités nationales chargées de la lutte contre la corruption ;
- Appelé à l'élaboration de procédures normalisées aux fins de la comparaison systématique des empreintes digitales et des profils génétiques non identifiés relevés sur les scènes de crime avec les informations contenues dans les bases de données d'INTERPOL.



LA NEUTRALITÉ D'INTERPOL INSCRITE DANS SON STATUT

Notre but est de faciliter la coopération policière internationale, même s'il n'existe aucune relation diplomatique entre les pays concernés. INTERPOL agit dans le cadre des lois en vigueur dans les différents pays et dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme, alors que son Statut lui interdit « toute activité ou intervention dans des questions ou affaires présentant un caractère politique, militaire, religieux ou racial ».

LES CONFÉRENCES RÉGIONALES



20^{ÈME} CONFÉRENCE RÉGIONALE DES AMÉRIQUES VIÑA DEL MAR (CHILI), 1^{ER} - 3 AVRIL

Réunissant une soixantaine de hauts responsables de police de près de 30 pays, cette conférence a principalement porté sur l'élargissement de l'accès aux outils et services essentiels d'INTERPOL au-delà des Bureaux centraux nationaux, en particulier pour assurer la sécurité aux frontières. Les délégués ont insisté sur la nécessité de faire bénéficier les agents chargés des contrôles aux frontières de la technologie MIND/FIND pour leur permettre d'effectuer instantanément des vérifications sur des passeports dans la base de données d'INTERPOL sur les documents de voyage volés ou perdus. En effet, les terroristes et autres malfaiteurs internationaux utilisent souvent de faux documents pour dissimuler leur identité lorsqu'ils se déplacent.



38^{ÈME} CONFÉRENCE RÉGIONALE EUROPÉENNE SAINT-MARIN, 27 - 29 MAI

Les délégués ont appelé au renforcement de la planification stratégique au niveau régional et à une coopération plus étroite en matière d'échange d'informations de police. Au nombre des mesures pratiques débattues en vue de renforcer la sécurité au niveau régional figurait la nécessité d'accroître l'échange de données génétiques et dactyloscopiques provenant de scènes de crime afin d'élucider les affaires criminelles transnationales et de localiser et arrêter les malfaiteurs essayant de se soustraire à la justice. Plus de 130 délégués de 49 pays et de 10 organisations internationales ont participé à cette conférence.



20^{ÈME} CONFÉRENCE RÉGIONALE AFRICAINE LE CAIRE (ÉGYPTE), 7 - 9 JUILLET

Les ressources et les capacités d'enquête des pays africains ont été au centre des débats. Si l'on continue à renforcer les capacités des polices, tant au niveau national que régional, les opérations transfrontalières dans les principaux domaines de criminalité (trafic de stupéfiants, piraterie maritime, faux médicaments, etc.) verront leur résultats s'améliorer. Plus de 160 représentants des services chargés de l'application de la loi de près de 40 pays et de 8 organisations internationales ont participé à cette conférence.

PROTECTION DES DONNÉES

Le traitement de données personnelles telles que les noms et les empreintes digitales est une activité clé d'INTERPOL, menée dans un cadre juridique afin de protéger à la fois les droits fondamentaux des personnes et la coopération entre les polices au niveau international. L'année 2009 a été marquée par les réalisations suivantes :

- L'entrée en vigueur de plusieurs amendements aux règlements de l'Organisation mettant en place un système de classification de l'information ainsi que des niveaux de confidentialité ;
- L'élaboration de procédures administratives pour le traitement des différents niveaux de confidentialité ;
- Le renforcement du rôle et de la visibilité de la Commission de contrôle des fichiers (CCF) d'INTERPOL, un organe de contrôle indépendant chargé de traiter les requêtes de particuliers, de contrôler le traitement de l'information et de conseiller l'Organisation dans ce domaine ;
- La sensibilisation des Bureaux centraux nationaux aux procédures relatives à la protection des données.



2



UNE PRÉSENCE MONDIALE

NOTRE RÉSEAU UNIQUE DE 188 BUREAUX CENTRAUX
NATIONAUX PERMET AUX POLICES DE MENER DES
OPÉRATIONS EFFICACES AU NIVEAU RÉGIONAL EN
S'APPUYANT SUR UN LARGE ÉVENTAIL DE PROGRAMMES DE
FORMATION ET DE PARTENARIATS INTERNATIONAUX.

INTERPOL DANS LE MONDE

Au cœur de chaque pays membre d'INTERPOL se trouve un Bureau central national (B.C.N.) reliant la police nationale à notre réseau mondial. Il s'agit généralement d'un département de la police nationale ou d'un service d'enquête qui sert de point de contact pour toutes les activités d'INTERPOL sur le terrain. Composés de policiers hautement qualifiés, les B.C.N. sont les éléments vitaux de l'Organisation – alimentant nos bases de données criminelles et coopérant entre eux dans le cadre d'enquêtes et d'opérations transnationales, et pour procéder à des arrestations.

INTERPOL compte six Bureaux régionaux (B.R.), qui sont des services permanents du Secrétariat général, ainsi qu'un bureau de liaison à Bangkok, pour l'Asie du Sud-Est. Les missions des B.R. sont les mêmes que celles du Secrétariat général mais portent sur des questions régionales. Notre nouveau Bureau régional pour l'Afrique centrale a officiellement ouvert ses portes en novembre au Cameroun. Il bénéficie des équipements les plus modernes, notamment de deux salles de formation et d'un Centre de commandement et de coordination. Les Bureaux d'Harare, de San Salvador et de Yaoundé assurent par ailleurs le secrétariat du comité régional des Chefs de police de leur région.

Les faits marquants ci-dessous montrent comment l'étroite coopération entre plusieurs B.C.N., les autorités de police locales, le Bureau régional et les organismes de police régionaux a permis d'obtenir de bons résultats sur le terrain.

AFRIQUE

DES ENFANTS SOUMIS AU TRAVAIL FORCÉ SECOURUS

L'opération Bia a permis de porter secours à 54 enfants travailleurs et d'arrêter huit individus impliqués dans le recrutement illicite d'enfants. Ces enfants étaient de sept nationalités différentes – ce qui prouve l'étendue du trafic dans la région – et avaient été achetés par des propriétaires de plantations recherchant de la main d'œuvre bon marché pour la récolte du cacao et du fruit du palmier.

Près de 300 fonctionnaires des services chargés de l'application de la loi ivoiriens ont participé à cette opération planifiée par le B.R. d'Abidjan en collaboration avec les autorités de police ghanéennes et ivoiriennes, qui a également bénéficié du soutien de notre programme OASIS et de l'organisation gouvernementale allemande GTZ.

LUTTE CONTRE LE COMMERCE ILLICITE D'IVOIRE

Plus de deux tonnes d'ivoire obtenu illégalement ont été saisies et plus de 100 personnes ont été arrêtées au cours de la plus vaste opération transnationale jamais menée par INTERPOL contre la criminalité liée aux espèces sauvages dans toute l'Afrique. Baptisée opération Costa, elle a mobilisé des fonctionnaires de police, des douanes et des services de renseignement et de protection de la vie sauvage de six pays (le Burundi, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie) qui ont mené des inspections et des raids dans des échoppes et sur des marchés, et procédé à des contrôles sur des véhicules suspects à des postes-frontières.





DOUZE PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE UNISSENT LEURS FORCES OPÉRATIONNELLES

Une opération conjointe INTERPOL-OCCPAA a permis de mettre la main sur 390 véhicules volés. Plus de 1 000 policiers ont participé aux opérations Kalahari (Angola, Botswana, Namibie et Zimbabwe), Hornkranz (Afrique du Sud, Lesotho, Mozambique et Swaziland) et Namutoni (Malawi, Maurice, Tanzanie et Zambie), qui ont bénéficié du soutien de policiers d'autres pays de l'OCCPAA. Des contrôles systématiques ont été effectués à des barrages routiers tandis que des ateliers de réparation installés dans des arrière-cours et des casses automobiles étaient inspectés et des patrouilles organisées aux postes-frontières. Plus de 20 000 véhicules ont ainsi fait l'objet de contrôles dans notre base de données sur les véhicules volés. Avant l'opération, le B.R. d'Harare a formé 259 policiers à l'utilisation de notre réseau et de nos outils et services de police, ainsi qu'aux techniques d'identification des véhicules.



LA DIVERSITÉ DU PERSONNEL, REFLET DE LA COMMUNAUTÉ INTERPOL

À la fin de l'année 2009, 645 personnes de 89 nationalités différentes étaient employées au Secrétariat général et dans les Bureaux régionaux. Parmi elles, 207 (soit 32 % du personnel) étaient des fonctionnaires des services chargés de l'application de la loi mis à disposition ou prêtés par leurs administrations nationales. Les 68 % restants (438 fonctionnaires) étaient employés directement par l'Organisation. Les femmes représentaient 42 % de l'effectif (272 fonctionnaires).

EFFECTIF GLOBAL

2009	645
2005	502
2000	381

NATIONALITÉS

2009	89
2005	78
2000	54

FEMMES

2009	272
2005	210
2000	138

MIS À DISPOSITION

2009	207
2005	146
2000	95

AMÉRIQUES

ARRESTATION D'UN TRAFIQUANT DE DROGUE

Une importante enquête menée par cinq B.C.N., le B.R. de Buenos Aires et le Secrétariat général a abouti à l'arrestation, en septembre, de William Cobo Idrobo – un membre important d'un cartel de la drogue – à l'aéroport international de Tocumen, au Panama. Après plusieurs semaines d'enquête, les B.C.N. (de la Colombie, des États-Unis, du Mexique, du Panama et du Pérou) ont pu établir que ce citoyen colombien se rendait du Mexique au Panama et ont coordonné son arrestation à son arrivée sur le territoire. Recherché par le Pérou pour plusieurs infractions graves en matière de stupéfiants, Cobo Idrobo est soupçonné d'être impliqué dans la production de méthamphétamine et dans la vente de chlorhydrate de cocaïne.

ANALYSE ET ÉCHANGE DE DONNÉES SUR LES VÉHICULES VOLÉS

Sous les auspices de la CJPCAMC, l'opération Huracan II a permis de faire coopérer sept pays d'Amérique centrale ainsi que le Mexique et la République dominicaine dans le but de détecter des véhicules volés dans la région et de démanteler les réseaux de trafiquants à l'origine de ces infractions. En tout, 594 vérifications dans les bases de données ont donné lieu à un signalement positif et 53 véhicules ont été saisis. Les activités opérationnelles ont été renforcées par de la formation, dispensée par le B.R. de San Salvador, et une réunion d'évaluation organisée en novembre a permis de formuler 16 recommandations visant à améliorer l'efficacité des enquêtes sur les vols de véhicules dans la région.



ASIE

ENQUÊTE SUR LES LIENS ENTRE TRAFIC DE STUPÉFIANTS ET TERRORISME

Les liens entre des réseaux de trafiquants de drogue et de blanchiment de fonds, d'une part, et des organisations terroristes connues, d'autre part, ont été examinés lors d'une réunion opérationnelle organisée en décembre dans notre bureau de liaison de Bangkok. Plusieurs acteurs majeurs du renseignement antiterroriste ont rencontré des responsables d'enquêtes en matière de stupéfiants du monde entier ainsi que des représentants de l'ONU DC pour débattre de récentes saisies d'anhydride acétique – un produit chimique essentiel utilisé pour la fabrication d'héroïne – opérées en Asie et au Moyen-Orient afin d'identifier les individus et les sociétés impliqués.

INNOVATION EN MATIÈRE D'ÉCHANGE DE DONNÉES

Le transfert automatique de données entre le système (e-ADS) de l'Association des chefs de police des États membres de l'ANASE (ASEANAPOL) et celui d'INTERPOL est devenu effectif. C'est la première fois qu'une organisation de police régionale met en place le transfert automatique de ses données vers nos systèmes, ce qui a permis d'obtenir une première contribution de cinq pays membres de l'ASEANAPOL sous la forme de données relatives à des véhicules volés, faisant ainsi grandement progresser la contribution globale des pays membres de l'ASEANAPOL à l'alimentation de la base de données des véhicules volés d'INTERPOL.



EUROPE**TROIS MEMBRES DU GANG DES PINK PANTHERS ARRÊTÉS**

Le gang des Pink Panthers est responsable de nombreuses attaques de bijouteries à main armée commises dans le monde entier, au cours desquels il a fait main basse sur plusieurs millions d'euros de bijoux. Rifat Hadziahmetovic, un citoyen monténégrin faisant l'objet d'une notice rouge INTERPOL, a été arrêté par la police chypriote après qu'une vérification d'identité effectuée dans nos bases de données a révélé qu'il voyageait avec un faux passeport. Des vérifications d'empreintes digitales ont permis de confirmer son identité. Deux autres individus ont été arrêtés à Paris, en mai, grâce à la collaboration des autorités suisses et françaises à la suite d'un vol à main armée commis une semaine plus tôt dans une bijouterie de Lausanne (Suisse).

NOUVELLE APPROCHE RÉGIONALE POUR LES OPÉRATIONS DE TERRAIN

Lancé en décembre, un nouveau projet – baptisé BESA – visait à améliorer le travail de police au niveau régional dans huit pays d'Europe du Sud-Est grâce à une approche commune de la planification et l'organisation d'opérations conjointes. Bénéficiant du soutien de l'Association des chefs de police d'Europe du Sud-Est (SEPCA), le projet BESA apporte un appui en matière d'analyse et facilite l'échange d'informations grâce aux outils mondiaux de communication d'INTERPOL. Elle réunit l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, la Moldova, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Serbie. La première opération conjointe organisée dans le cadre du projet BESA a donné lieu à plusieurs arrestations et saisies.

NATIONS UNIES ET UNION EUROPÉENNE**TRAVAILLER AVEC L'ONU DANS LES DOMAINES D'INTÉRÊT COMMUN**

La création du Bureau du Représentant spécial d'INTERPOL auprès des Nations Unies à New York nous a permis de collaborer plus étroitement avec les services et entités de l'ONU dont la mission, comme la nôtre, consiste à prévenir et à combattre la criminalité transnationale, et de mieux leur faire connaître notre Organisation. Parmi ces services figurent le Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (DOMP), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (DSS).

Le lancement cette année de l'Initiative « Côte de l'Afrique de l'Ouest » est un succès remarquable obtenu avec nos partenaires des Nations Unies. Cette initiative apportera une aide à la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest en vue de renforcer les capacités nationales et transnationales en matière de lutte contre la criminalité organisée et le trafic de stupéfiants.

**TRAVAILLER AVEC LES ORGANISMES DE POLICE RÉGIONAUX**

Dans de nombreuses régions, les chefs des polices nationales se réunissent en comités officiels afin d'assurer une coopération plus étroite sur les questions d'intérêt commun. Il s'agit notamment de faciliter les opérations transfrontalières, d'harmoniser les législations, d'améliorer la diffusion des renseignements criminels et de mettre en place des structures de formation communes. Nous collaborons étroitement avec les quatre organisations de ce type existant en Afrique (OCCPAE - Afrique de l'Est, CCPAO - Afrique de l'Ouest, OCCPAA - Afrique australe, et CCPAC - Afrique centrale) ainsi qu'avec la Commission des chefs de police d'Amérique centrale, du Mexique et des Caraïbes (CJPCAMC) et l'Association des chefs de police des États membres de l'ANASE (ASEANAPOL).

**RENFORCEMENT DES LIENS AVEC L'UE GRÂCE AU NOUVEAU BUREAU DE BRUXELLES**

Le Bureau du Représentant spécial d'INTERPOL auprès de l'Union européenne a été officiellement inauguré en septembre 2009, marquant une étape importante dans la collaboration permanente entre les deux organisations. L'ouverture du bureau de Bruxelles est la dernière initiative en date visant à mettre en évidence et à développer de nouveaux domaines de coopération entre INTERPOL et l'UE afin de renforcer la sécurité aux niveaux régional et mondial.

OPÉRATIONS DE TERRAIN

En 2009, INTERPOL a apporté un soutien à un large éventail d'opérations de terrain, tant au niveau national que régional ou international. Souvent précédé de programmes de formation, cet appui opérationnel, qui permet aux agents présents sur le terrain d'accéder à nos bases de données, a abouti à l'arrestation de plusieurs malfaiteurs, à la saisie de biens volés ou de produits de contrefaçon ainsi qu'au démantèlement de divers réseaux criminels. La liste ci-dessous recense diverses opérations parmi les plus fructueuses menées cette année :

OPÉRATION	LIEU	DURÉE	RÉSULTATS
INDIVIDUS EN FUITE			
INFRA-RED	Australie, Belgique, Canada, Colombie, États-Unis, Jamaïque, Royaume-Uni	Un mois	<ul style="list-style-type: none">■ 45 individus en fuite recherchés pour des infractions graves (meurtre, viol, trafic de stupéfiants, etc.) ont été arrêtés ou localisés dans le monde entier.
TRAFIC D'ENFANTS			
BIA	Côte d'Ivoire	Deux jours	<ul style="list-style-type: none">■ Participation de près de 300 fonctionnaires des services chargés de l'application de la loi ;■ 54 enfant travailleurs secourus ;■ Arrestation de huit personnes impliquées dans le recrutement illicite d'enfants.
ATTEINTES À L'ENVIRONNEMENT			
COSTA	Burundi, Éthiopie, Kenya, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda, Tanzanie	Deux jours	<ul style="list-style-type: none">■ Saisie de plus de deux tonnes d'ivoire obtenu illégalement ;■ Plus de 100 arrestations ;■ Saisie d'armes à feu, de munitions, de véhicules et d'autres produits issus d'espèces sauvages.
HAZARDOUS WASTE	Canada, États-Unis	Deux jours	<ul style="list-style-type: none">■ 350 véhicules contrôlés ;■ 140 infractions constatées ;■ Ouverture de huit enquêtes.
OXOSSI	Brésil, Indonésie, Portugal, République tchèque	Un jour	<ul style="list-style-type: none">■ Participation de 450 policiers dans neuf États du Brésil ;■ 102 mandats d'arrêt délivrés ;■ 140 mandats de perquisition exécutés ;■ Six notices rouges publiées ;■ Saisie de plus de 3 500 spécimens d'espèces sauvages.



OPÉRATION	LIEU	DURÉE	RÉSULTATS
PRODUITS MÉDICAUX DE CONTREFAÇON			
PANGEA II	25 pays : Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Irlande, Israël, Italie, Liechtenstein, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Singapour, Suède, Suisse, Thaïlande	Cinq jours	<ul style="list-style-type: none"> ■ Mise au jour de plus de 1 400 sites Web utilisés pour des activités illicites ; ■ Fermeture de plus de 150 sites Web ; ■ Inspection de plus de 21 200 colis par des fonctionnaires des douanes et des organismes de contrôle ; ■ Saisie de plus de 2 350 colis.
FIELA	Lesotho	Cinq jours	<ul style="list-style-type: none"> ■ Perquisition dans 50 établissements ; ■ Fermeture de huit échoppes et pharmacies et ouverture d'une enquête, ces établissements étant soupçonnés de fonctionner sans les autorisations nécessaires et sans se soumettre aux contrôles requis ; ■ 45 policiers formés avant l'opération.
MAMBA II	Kenya, Ouganda, Tanzanie	Un mois	<ul style="list-style-type: none"> ■ Plus de 270 établissements visés, notamment des pharmacies, des hôpitaux, des entrepôts et des commerces ; ■ Saisie de plusieurs centaines de produits médicaux de contrefaçon, non autorisés ou interdits ; ■ Mise au jour de ramifications dans toute la région ; ■ Ouverture de 83 dossiers par la police.
STORM II	Cambodge, Chine, Indonésie, Laos, Myanmar, Singapour, Thaïlande, Viet Nam	Cinq mois	<ul style="list-style-type: none"> ■ Plus de 30 arrestations ; ■ Fermeture de plus de 100 pharmacies et points de vente illicites de médicaments ; ■ Saisie d'environ 20 millions de produits médicaux de contrefaçon illicites.
ZAMBEZI	Malawi, Swaziland, Zambie, Zimbabwe	Trois jours dans chaque pays	<ul style="list-style-type: none"> ■ Formation de 172 fonctionnaires des services chargés de l'application de la loi ; ■ Participation de 305 fonctionnaires ; ■ Inspection de 263 établissements ; ■ Fermeture de 19 établissements ; ■ Saisie de plusieurs milliers de produits, notamment des antipaludéens, des antibiotiques, des stéroïdes et des médicaments traitant les problèmes d'érection.

OPÉRATION	LIEU	DURÉE	RÉSULTATS
VÉHICULES VOLÉS (SMV)			
SAMBA	Bosnie-Herzégovine, Croatie, Monténégro, Serbie	Trois jours	<ul style="list-style-type: none"> ■ Déploiement de 19 membres du Groupe opérationnel SMV d'INTERPOL pour apporter un appui aux polices des frontières des pays concernés ; ■ Environ 1 300 voitures contrôlées ; ■ 14 véhicules volés, dont plusieurs modèles de grande valeur, ont été découverts et saisis.
ALMARAS	Espagne	Cinq jours	<ul style="list-style-type: none"> ■ Déploiement de 10 membres du Groupe opérationnel SMV d'INTERPOL pour apporter un appui aux fonctionnaires des services chargés de l'application de la loi espagnols ; ■ Plus de 3 500 véhicules contrôlés ; ■ 30 voitures volées découvertes et saisies ; ■ 25 arrestations.
BUNINI	Burkina Faso, Nigéria	Cinq jours dans chaque pays	<ul style="list-style-type: none"> ■ 360 policiers formés aux techniques d'identification et d'enquête relatives aux véhicules volés ; ■ Plus de 4 100 vérifications effectuées dans la base de données SMV ; ■ 12 véhicules volés saisis (il a été établi qu'ils provenaient du Japon et de l'Europe).
GBANDA III	Cameroun, Congo, Gabon, République centrafricaine, Tchad	De quatre à six jours dans chaque pays	<ul style="list-style-type: none"> ■ Formation élémentaire dispensée à 860 policiers dans leur pays ; ■ Plus de 18 500 véhicules contrôlés ; ■ 68 véhicules saisis ; ■ Arrestation d'un trafiquant de véhicules volés, de trois revendeurs de drogues et de 17 immigrants clandestins.
UMOJA III	Burundi, Rwanda, Tanzanie	Cinq jours dans chaque pays	<ul style="list-style-type: none"> ■ 174 policiers formés ; ■ 3 780 véhicules ont fait l'objet d'un contrôle physique et de vérifications dans la base de données SMV ; ■ 110 véhicules volés identifiés ; ■ Saisie d'environ 200 kg de cannabis ; ■ 28 immigrants clandestins interceptés ; ■ Saisie d'ivoire obtenu illégalement ; ■ 127 arrestations.
HURACAN II	Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, République dominicaine	Deux semaines	<ul style="list-style-type: none"> ■ 594 signalements positifs dans la base de données SMV ; ■ 53 véhicules saisis.

OPÉRATION	LIEU	DURÉE	RÉSULTATS
TRAFIC DE STUPÉFIANTS			
ABICOKE	Côte d'Ivoire, France	Les enquêtes ont duré près d'un an	<ul style="list-style-type: none"> ■ Arrestation à Abidjan des deux principaux suspects liés à un réseau se livrant au trafic de grandes quantités de cocaïne entre la Côte d'Ivoire et l'Europe.
CANS	Belgique, France, Nigéria, Pays-Bas, Suisse, Turquie	Un mois	<ul style="list-style-type: none"> ■ Démantèlement d'un réseau international de trafiquants de drogue opérant entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe ■ Arrestation de deux importants trafiquants de drogue au Nigéria et en Europe, ainsi que de plusieurs passeurs.
VÉHICULES VOLÉS, TRAFIC D'ARMES ET DE STUPÉFIANTS, IMMIGRATION CLANDESTINE			
KALAHARI	Angola, Botswana, Namibie, Zimbabwe	Deux à trois jours dans chaque pays	<ul style="list-style-type: none"> ■ 38 policiers formés ; ■ 4 796 véhicules contrôlés ; ■ Découverte de 45 véhicules volés ; ■ Arrestation de 646 immigrants clandestins.
HORNKRANZ	Afrique du Sud, Lesotho, Mozambique, Swaziland	Deux à trois jours dans chaque pays	<ul style="list-style-type: none"> ■ Plus de 5 200 véhicules contrôlés ; ■ Plus de 180 signalements positifs dans la base de données SMV ; ■ Saisie d'environ 65 kg de cannabis et 5 arrestations ; ■ Arrestation de 75 immigrants clandestins.
NAMUTONI	Malawi, Maurice, Tanzanie, Zambie	Deux à trois jours dans chaque pays	<ul style="list-style-type: none"> ■ 183 policiers formés ; ■ 11 090 véhicules contrôlés ; ■ Découverte de 144 véhicules volés ; ■ Importantes saisies de stupéfiants (plus de 800 kg de cannabis et plus de 200 kg de khat) ; ■ 81 arrestations en lien avec les saisies de stupéfiants ; ■ Arrestation de 25 immigrants clandestins.



FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DE LA POLICE

L'importance que nous attachons à la formation de la police – l'une des fonctions essentielles de l'Organisation – s'est traduite par la forte augmentation du nombre de formations dispensées au cours de l'année, qui ont bénéficié à 165 de nos 188 pays membres. En 2009, nous avons assuré plus de 140 sessions de formation opérationnelle auxquelles ont participé plus de 4 500 fonctionnaires des Bureaux centraux nationaux (B.C.N.) et des services chargés de l'application de la loi, soit une augmentation de deux tiers par rapport à 2008. Environ 84 % des formations ont été dispensées dans les pays, et seulement 16 % au Secrétariat général.

Notre gamme de formations va des cours pratiques dans différents domaines de criminalité et techniques d'enquête à l'intention du personnel de terrain aux programmes avancés de management pour les cadres de la police. Les exemples ci-dessous illustrent la diversité et la portée de notre travail.



FORMATION INTERACTIVE EN LIGNE

Le lancement officiel du Centre mondial de ressources INTERPOL (IGLC) a eu lieu en octobre lors de l'Assemblée générale. Ce portail Internet permet aux utilisateurs autorisés d'accéder, à partir d'une interface unique, à une gamme complète de produits d'apprentissage en ligne, disponible dans les pages sécurisées de nos sites Web. Depuis ce portail, les fonctionnaires des services chargés de l'application de la loi, des B.C.N., des Bureaux régionaux et du Secrétariat général ont accès à des ressources pédagogiques en ligne dans un certain nombre de domaines en rapport avec la lutte contre la criminalité ainsi qu'à une liste des formations de police et de sites Web d'universités du monde entier. Cette forme d'apprentissage est le complément idéal des méthodes de formation traditionnelles. Elle est particulièrement bien adaptée à INTERPOL, vu le caractère international de l'Organisation et la nécessité de travailler sans se soucier des frontières et des fuseaux horaires.

UNE FORMATION SUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE SUIVIE PAR 30 POLICIERS

Deux sessions du Programme international de formation de police INTERPOL ont été organisées en 2009 – l'une en anglais, l'autre en français – à l'intention de policiers hautement qualifiés ayant des responsabilités en matière de coopération policière internationale. Les participants ont acquis des connaissances et des compétences dans le domaine de la coopération policière internationale et des techniques de lutte contre la criminalité spécialisée, concernant notamment l'utilisation du réseau des B.C.N. et des nombreux systèmes et services d'INTERPOL. Trente participants de 30 pays différents ont suivi cette formation, dont 17 Africains ayant bénéficié d'un financement dans le cadre du programme OASIS.

UNE EXPÉRIENCE RÉGIONALE POUR LES POLICIERS AFRICAINS

Le Programme de perfectionnement des policiers – à visée opérationnelle – permet aux pays africains d'affecter des policiers de terrain expérimentés dans un Bureau régional d'INTERPOL pour une période de formation d'un an afin de découvrir comment l'Organisation apporte une valeur ajoutée au travail de police aux niveaux régional et international. Les policiers sélectionnés accomplissent des tâches pratiques telles que l'organisation de réunions de travail ou d'opérations transfrontalières. Trois policiers ont achevé leur formation en 2009.

FORMATIONS DE POLICE EN 2009

Trafic d'êtres humains

16

Stupéfiants et organisations criminelles

24

Criminalité financière et liée aux technologies de pointe

14

Sûreté publique et terrorisme

6

Individus en fuite

2

Identification des victimes de catastrophes, ADN et empreintes digitales

9

Outils et bases de données

48

Analyse

12

Autres

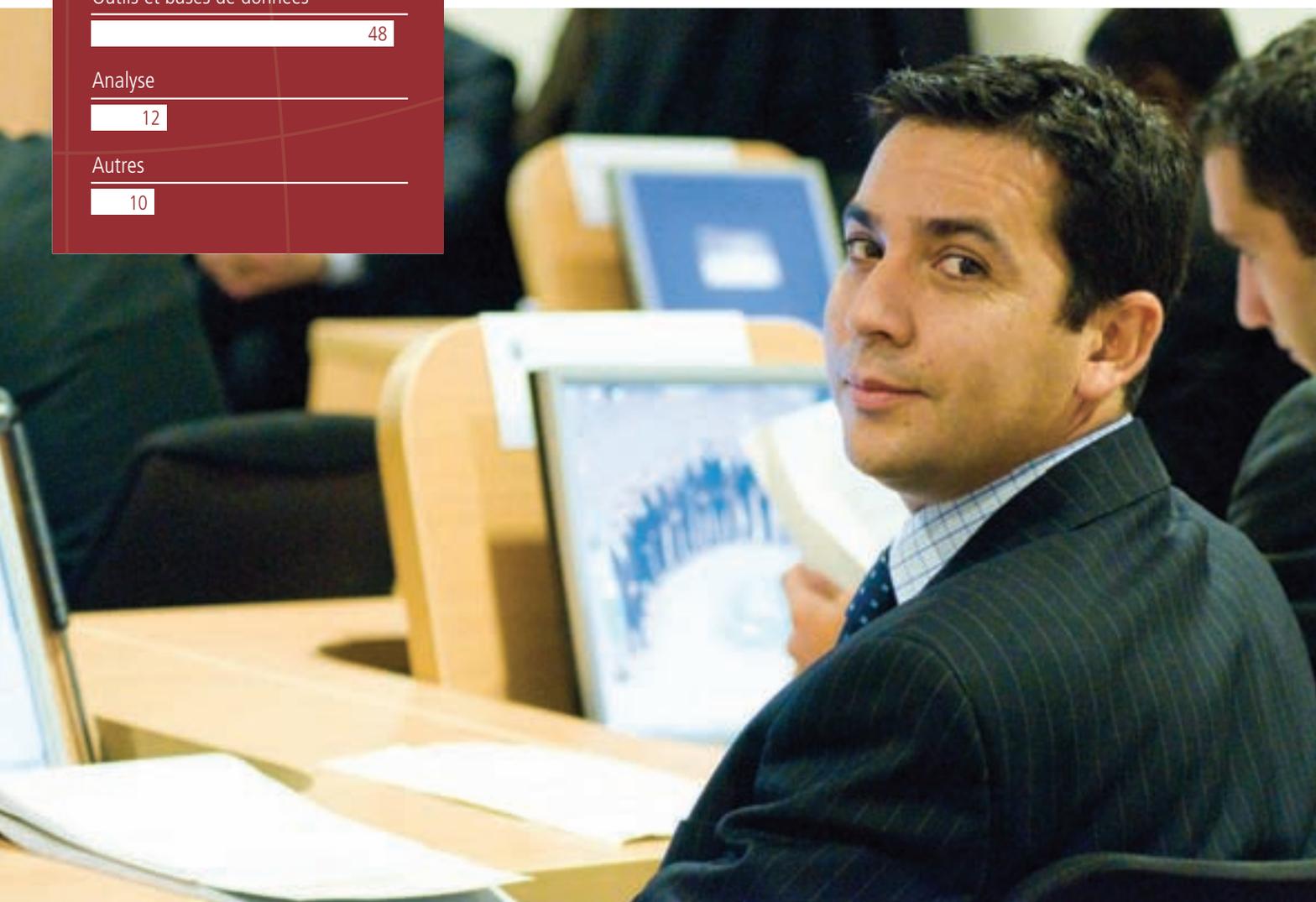
10

LES POLICIERS ASIATIQUES AMÉLIORENT LEUR CONNAISSANCE DES OUTILS INTERPOL

La 8^{ème} session de formation policière régionale à l'intention des policiers des B.C.N. d'Asie et du Pacifique Sud s'est tenue en juillet à Hong Kong avec pour objectif de promouvoir l'utilisation de nouvelles stratégies ainsi que de nouveaux services et outils de police INTERPOL. Trente-huit participants de 23 B.C.N. et de deux Bureaux régionaux ont acquis des connaissances et des compétences relatives à l'utilisation des outils INTERPOL, notamment du réseau I-24/7 et d'une vaste gamme de bases de données.

TRANSMISSION DES ACQUIS DE LA FORMATION SUR LA PRÉVENTION DU BIOTERRORISME

Un simple exemple de la richesse des formations proposées dans divers domaines de criminalité spécialisée : des ateliers de formation de formateurs ont été organisés au Paraguay et aux Émirats arabes unis, permettant aux participants d'acquérir des connaissances théoriques et pratiques relatives à la prévention des actes de bioterrorisme, à la réponse à apporter à de tels actes et aux enquêtes menées dans ce domaine. Plus de 70 personnes de 23 pays ont participé à ces formations – l'objectif étant qu'elles transmettent leurs compétences spécialisées nouvellement acquises à la police nationale et aux autres services concernés de leur pays.



PARTENARIATS INTERNATIONAUX

Les accords de coopération conclus avec d'autres organisations internationales, des organismes régionaux, des organismes publics, et le secteur privé nous permettent de nous acquitter des tâches qui nous ont été confiées par nos pays membres avec plus d'efficacité et à plus grande échelle. La coopération avec INTERPOL est principalement recherchée dans trois domaines : l'accès à notre réseau mondial de communication policière sécurisée et à nos bases de données ; l'élaboration de projets communs ; et la formation des policiers des pays membres. En 2009, nous avons négocié 20 nouveaux accords de coopération, dont huit ont été finalisés, ce qui porte à 45 le nombre total d'accords signés depuis 1997.



RENFORCER LE RÔLE DE LA POLICE DANS LES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

La réunion INTERPOL - Nations Unies qui s'est tenue en octobre a permis de définir un plan d'action destiné à faire de la participation policière aux opérations internationales de maintien de la paix un pendant essentiel à l'action menée par les forces armées en vue de contribuer à rétablir l'État de droit dans les pays touchés par un conflit. Il s'agissait également d'empêcher les terroristes et le crime organisé de tirer profit de la situation dans les pays où les institutions sont affaiblies. Plus de 60 ministres de la Justice et de l'Intérieur se sont joints aux hauts responsables de police venus de 153 pays pour approuver la déclaration formulée par INTERPOL, le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) des Nations Unies et les gouvernements participants. Dans le cadre de ce partenariat, INTERPOL mettra à disposition son expertise policière internationale ainsi qu'un accès sur le terrain à ses ressources globales afin d'aider les pays sortant d'un conflit à instaurer une paix durable.

RENFORCEMENT DES LIENS AVEC LES NATIONS UNIES

En 2009, des accords de coopération ont été conclus avec trois organismes des Nations Unies :

- **LE DÉPARTEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX :**
afin de renforcer le rôle et les capacités de la police dans les missions de maintien de la paix menées par l'ONU dans le monde entier ;
- **LE DÉPARTEMENT DES AFFAIRES POLITIQUES (DAP) :**
afin d'accroître le nombre de Comités de sanctions de l'ONU pouvant demander la publication de Notices spéciales INTERPOL-Conseil de sécurité des Nations Unies, et d'offrir au DAP un accès direct à notre système d'information policière ;
- **LE TRIBUNAL SPÉCIAL POUR LE LIBAN :**
afin de permettre un accès direct à notre système d'information policière, d'aider à la recherche d'individus en fuite et de suspects, et d'apporter un soutien pour la diffusion de notices INTERPOL et en matière d'analyse criminelle.





COLLABORATION INTERNATIONALE ET RÉGIONALE

Au cours de l'année, INTERPOL a travaillé avec des partenaires du monde entier en vue de la mise en commun de connaissances et de compétences, et pour définir avec précision les conditions dans lesquelles des opérations et des actions conjointes pourront être menées. En plus de développer les partenariats fructueux déjà conclus avec des organisations régionales de chefs de police (voir p. 17), l'Organisation a travaillé avec les organismes suivants :

- **EUROPOL** : En vertu d'un accord relatif à une nouvelle initiative mondiale commune INTERPOL-Europol en matière de lutte contre la piraterie maritime, Europol mènera un projet d'analyse tandis que nous centraliserons les données concernant les pirates présumés. En outre, un programme d'échange actuellement en cours a permis cette année à quatre policiers d'Europol et à six policiers d'INTERPOL d'être mieux informés du travail de leurs homologues, et chaque organisation accueille à temps plein un officier de liaison dont la participation aux réunions de travail a permis d'accroître les échanges d'informations opérationnelles.
- **LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE** : En avril, une réunion de deux jours a permis de déterminer des méthodes permettant de lutter plus efficacement contre des infractions internationales telles que le trafic d'êtres humains et de stupéfiants, et le terrorisme ;
- **LA CONFÉRENCE DES CHEFS DE POLICE DES ÎLES DU PACIFIQUE (PICP)** : En septembre, nous sommes convenus de collaborer plus étroitement avec les Chefs de police des îles du Pacifique en vue de dispenser des formations et de mener des opérations dans la région du Pacifique Sud ;
- **LE CENTRE RÉGIONAL D'INFORMATION ET DE COORDINATION D'ASIE CENTRALE (CARICC)** : En mars, le CARICC nous a octroyé le statut d'observateur. Un accord de coopération est en cours de préparation ;
- **L'AGENCE MONDIALE ANTIDOPAGE (AMA)** : Un protocole d'accord signé en février établit un cadre de coopération bien défini pour la lutte contre l'usage de produits dopants dans la pratique sportive ;
- **LE FORUM OF INCIDENT RESPONSE AND SECURITY TEAMS (FIRST)** : En juillet, INTERPOL est devenu un membre actif du FIRST, qui favorise la coopération en matière de prévention des incidents de sécurité liés aux réseaux et aux systèmes informatiques, et de réponse à de tels incidents.

PLUS DE MOYENS POUR LES POLICES D'AFRIQUE GRÂCE À OASIS

Financé par le gouvernement allemand, le programme OASIS donne aux polices plus de moyens en articulant son action autour de trois grands axes : le renforcement des capacités, l'infrastructure et les opérations. Inaugurée en Afrique en 2008, cette approche à différents niveaux permet à la région de développer ses propres méthodes de travail de façon pérenne.

En 2009, des formations spécialisées ont été organisées dans des domaines tels que l'analyse criminelle, la police scientifique et le travail sur les scènes de crime. D'autres formations ont porté sur des domaines de criminalité précis, comme la contrefaçon de produits médicaux, le trafic de stupéfiants et la criminalité liée aux espèces sauvages. Fait important, ces formations sont suivies d'opérations sur le terrain qui permettent aux policiers de mettre en pratique leurs connaissances nouvellement acquises.



NETWORK



3



OUTILS ET SERVICES À DESTINATION DE LA POLICE

NOTRE SYSTÈME MONDIAL DE COMMUNICATION POLICIÈRE ET NOTRE SYSTÈME D'ALERTE INTERNATIONALEMENT RECONNU PERMETTENT AUX POLICES DU MONDE ENTIER D'ÉCHANGER DES DONNÉES DE FAÇON INSTANTANÉE ET SÛRE. UN POINT DE CONTACT OPÉRATIONNEL 24 HEURES SUR 24 ET DES ÉQUIPES SPÉCIALISÉES APPORTENT UN SOUTIEN CIBLÉ EN CAS D'INFRACTION GRAVE OU DE CATASTROPHE NATURELLE.

BASES DE DONNÉES

DONNÉES NOMINATIVES

Le nombre de recherches effectuées dans la base de données nominatives a fait un bond spectaculaire, passant d'environ 7 millions en 2008 à plus de 77 millions en 2009. Le nombre de résultats positifs obtenus (« hits ») a lui aussi considérablement augmenté, passant d'environ 97 000 en 2008 à plus de 126 000 en 2009.

EMPREINTES DIGITALES

Lors de l'Assemblée générale qui s'est tenue en octobre, les chefs des Bureaux centraux nationaux de l'Organisation ont voté à l'unanimité en faveur de l'échange et de la mise à jour systématiques des empreintes digitales en vue d'augmenter le nombre d'enregistrements dans le système et d'accroître la probabilité d'obtenir un résultat positif.

PROFILS GÉNÉTIQUES

Signée par 31 pays, la Charte ADN – ainsi que l'engagement écrit qu'elle contient – permet aux pays concernés d'enregistrer des profils d'ADN et d'effectuer des recherches dans cette base directement via le réseau I-24/7, sans avoir à transmettre de demande par l'intermédiaire du Secrétariat général. En 2009, 74 résultats positifs ont été obtenus, contre 27 en 2008.

DOCUMENTS DE VOYAGE VOLÉS OU PERDUS

En 2009, les agents des postes-frontières ont effectué 326 millions de recherches dans notre base de données sur les documents de voyage volés ou perdus, alors que les gouvernements ont de plus en plus conscience de son utilité pour arrêter les malfaiteurs, qui utilisent souvent de faux passeports pour leurs déplacements internationaux.

IMAGES D'ABUS PÉDOSEXUELS

En 2009, la Base de données internationale sur l'exploitation sexuelle des enfants (ICSE) d'INTERPOL a été mise en service pour remplacer la Banque d'images d'INTERPOL sur les abus pédosexuels (ICAID).

ŒUVRES D'ART VOLÉES

Depuis août, il est possible d'accéder directement, en ligne, à notre base de données sur les œuvres d'art volées. Les utilisateurs autorisés peuvent ainsi vérifier instantanément si un objet figure parmi les 34 000 biens répertoriés.

VÉHICULES VOLÉS

Plus de 9 millions de recherches ont été effectuées dans la base de données sur les véhicules volés (SMV) – soit près de trois fois plus qu'en 2008 –, en conséquence de quoi quelque 2 200 véhicules déclarés volés sont découverts chaque mois en moyenne.

DONNÉES NOMINATIVES

RECHERCHES

2009	+17 169%	77 777 708
2005		450 384

RÉSULTATS POSITIFS

2009	+154%	126 663
2005		49 902

EMPREINTES DIGITALES

PAYS PARTICIPANTS

2009	+78%	157
2005		88

ENREGISTREMENTS

2009	+116%	101 285
2005		46 886

RÉSULTATS POSITIFS

2009	+1 729%	1 006
2005		55

PROFILS GÉNÉTIQUES

PAYS PARTICIPANTS

2009	+72%	55
2005		32

ENREGISTREMENTS

2009	+72%	94 223
2005		54 876

RÉSULTATS POSITIFS

2009	+51%	74
2005		49



UN FAUX PASSEPORT DÉTECTÉ SUITE À UNE VÉRIFICATION DANS NOS BASES DE DONNÉES

Un homme qui tentait d'entrer en Afrique du Sud a été arrêté à l'aéroport de Johannesburg suite aux vérifications effectuées dans nos bases de données, qui ont révélé que ce passeport avait été volé au Pakistan huit ans auparavant. Ce document était l'un des 2 000 passeports vierges volés dans un bureau régional à Abbottabad en décembre 2001 et enregistrés dans la base de données sur les documents de voyage volés et perdus (SLTD) par le Pakistan. Le passeport volé a pu être détecté grâce aux solutions techniques déployées par INTERPOL sur l'ensemble du territoire sud-africain, qui permettent aux agents de première ligne d'interroger directement la base de données SLTD.

ANALYSE DE RENSEIGNEMENTS CRIMINELS

Le logiciel RAID (*Real-Time Analytical Intelligence Database*) est une base de données d'analyse créée par le *National Drug Intelligence Center* (Centre national de renseignements sur les drogues) des États-Unis qu'INTERPOL est autorisé à mettre gracieusement à la disposition de ses pays membres. Outre la mise en place du logiciel, INTERPOL propose une formation pour aider les utilisateurs à classer et analyser les informations provenant d'éléments de preuve saisis ou d'autres sources de renseignement, ainsi qu'à organiser et mettre en commun les données résultant d'enquêtes criminelles. En 2009, près de 20 fonctionnaires de la police nationale chilienne et plus de 60 policiers africains ont été formés à l'utilisation de ce logiciel.

PERSONNES DISPARUES ET CADAVRES NON IDENTIFIÉS

En 2009, INTERPOL a obtenu auprès de la Commission européenne un financement à hauteur de 2,3 millions d'euros pour développer une base de données sur les personnes disparues et les cadavres non identifiés. Ce projet est mené par un consortium intersectoriel dirigé par INTERPOL, auquel participent des organismes de police, des universités et des sociétés privées.

DOCUMENTS DE VOYAGES VOLÉS OU PERDUS

RECHERCHES

2009	+153 209%	326 355 744
2005		212 875

RÉSULTATS POSITIFS

2009	+4 143%	28 174
2005		664

ŒUVRES D'ART VOLÉES

ENREGISTREMENTS

2009	+22%	34 719
2005		28 569

RECHERCHES

2009	+1 676%	5 097
2005		287

VÉHICULES VOLÉS

ENREGISTREMENTS

2009	+89%	6 222 371
2005		3 296 263

RÉSULTATS POSITIFS

2009	+58%	26 434
2005		16 773

ÉLARGISSEMENT DES SERVICES INTERPOL AUX AGENTS PRÉSENTS SUR LE TERRAIN

INTERPOL gère un réseau mondial de communication policière sécurisée, baptisé I-24/7, qui permet aux polices de nos 188 pays membres d'échanger en temps réel des données et des renseignements 24 heures sur 24. En 2009, quelque 12,5 millions de messages ont été échangés entre le siège du Secrétariat général, à Lyon (France), et nos Bureaux centraux nationaux (B.C.N.), contre 11,2 millions en 2008. Ces messages contiennent souvent des informations de police essentielles et urgentes, qui s'avèrent cruciales pour les opérations et les enquêtes.



L'ACCÈS DIRECT À NOS BASES DE DONNÉES, UN AVANTAGE POUR LA SÉCURITÉ DES JEUX OLYMPIQUES

Accueillant en 2010 les Jeux olympiques d'hiver et le sommet du G8, le Canada a renforcé son dispositif de sécurité lors de grandes manifestations en donnant à tous ses agents de première ligne un accès direct aux bases de données mondiales de l'Organisation. Quelque 66 000 fonctionnaires de plus de 380 services chargés de l'application de la loi de tout le pays peuvent désormais vérifier instantanément si une personne est recherchée au niveau international ou si elle utilise un faux document de voyage.



LE NIGER UTILISE L'ÉNERGIE SOLAIRE POUR SÉCURISER SES FRONTIÈRES

Sécuriser un poste-frontière ne disposant pas d'électricité, tel était l'un des défis auxquels une Cellule de soutien aux grandes manifestations (IMEST) a dû faire face en apportant un appui au dispositif de sécurité mis en place à l'occasion des 1^{ers} Jeux du Sahel qui se sont tenus en février. Les membres de l'IMEST ont installé un groupe électrogène alimenté par l'énergie solaire au poste-frontière de Torodi (Niger), l'un des quatre principaux postes-frontières du Niger à avoir été équipés d'ordinateurs portables et de la technologie MIND/FIND pour l'événement. La police et les gardes-frontières ont effectué près de 7 000 vérifications dans les bases de données de l'Organisation au cours des dix jours qu'ont duré les Jeux.

L'Organisation concentre actuellement ses efforts sur l'élargissement de l'accès à ses services au-delà des B.C.N. ainsi qu'aux agents de première ligne tels que les fonctionnaires des douanes et des services d'immigration. À ce jour, 95 pays ont élargi l'accès aux services d'INTERPOL à de tels organismes grâce aux solutions MIND/FIND (*Mobile INTERPOL Network Database/ Fixed INTERPOL Network Database*).

Un financement de l'Union européenne a permis de faire bénéficier des agents de terrain en Asie centrale et en Russie de l'accès à notre réseau et à nos bases de données dans le cadre des projets TACIS. Des fonctionnaires en poste dans 50 localités du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan ont commencé à recevoir un soutien technique, opérationnel et en matière de formation, tandis qu'un projet de quatre ans dans la Fédération de Russie s'est achevé avec la mise en place de matériel, l'organisation de formations et la fourniture de services de police sur 42 sites dans tout le pays.

Un accord de partenariat a été conclu avec l'agence allemande GTZ en vue de la mise en œuvre d'un projet financé par l'UE visant à aider l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan à lutter contre la criminalité organisée dans la région en renforçant l'échange de renseignements via I-24/7. Au Cambodge et au Viet Nam, l'accès aux services d'INTERPOL sera également élargi au-delà des B.C.N. dans le cadre d'un Programme de l'UE-ASEAN sur la gestion des migrations et des frontières (*EU-ASEAN Migration and Border Management Programme*).

Plusieurs pays d'Afrique ont bénéficié d'un élargissement de l'accès aux services d'INTERPOL dans le cadre du programme OASIS, notamment le Botswana, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Lesotho, le Sénégal et le Swaziland.



L'IDENTIFICATION DES VICTIMES DU VOL AIR FRANCE FRANCE

Une Cellule de crise INTERPOL a prêté son concours aux polices brésilienne et française pour l'identification des victimes du vol Air France AF447, une catastrophe aérienne survenue en juin au large des côtes du Brésil, qui a coûté la vie à 228 personnes de 32 nationalités différentes. La Cellule de crise a été chargée d'assurer la liaison pour le recueil des données ante-mortem (dossiers dentaires et médicaux, empreintes digitales relevées au domicile des victimes, ADN de parents, etc.) et d'assister les spécialistes dirigeant les opérations de recueil de données post-mortem sur les restes des victimes retrouvées. Cette action coordonnée, mise en œuvre à l'échelle internationale, a permis d'identifier chacun des 51 corps retrouvés.

DES ÉQUIPES SPÉCIALISÉES

Les pays membres sollicitent de plus en plus les services INTERPOL sur le terrain, lors de situations de crise ou de grandes manifestations ayant des incidences sur la sécurité publique.

Les Cellules de crise INTERPOL (IRT) apportent une réponse aux situations d'urgence et/ou un soutien spécialisé en matière d'enquête, et peuvent être déployées en seulement quelques heures. Elles sont multidisciplinaires et composées de spécialistes de différents pays membres. Les sept IRT, déployées en 2009, ont permis d'apporter un soutien aux pays à la suite d'incidents divers – depuis la tentative d'assassinat contre le premier ministre du Lesotho jusqu'aux séismes en Indonésie en passant par un accident d'avion aux Comores.

Les Cellules de soutien aux grandes manifestations (IMEST) apportent leur aide à la planification, à la préparation et à la mise en place des dispositifs de sécurité lors d'événements fortement médiatisés. La formation et l'infrastructure fournies alors bénéficient durablement au pays. Les quinze IMEST, déployées en 2009, ont apporté une aide dans le cadre d'événements allant de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains au Honduras à la Coupe du monde de la FIFA des moins de 20 ans en Égypte et au sommet du G8 en Italie.

LE CENTRE DE COMMANDEMENT ET DE COORDINATION

Le Centre de commandement et de coordination (CCC) est le maillon qui relie le Secrétariat général d'INTERPOL, ses Bureaux régionaux et les Bureaux centraux nationaux des 188 pays membres de l'Organisation. Il fonctionne 24 heures sur 24, 365 jours par an, dans les quatre langues officielles (anglais, arabe, espagnol et français) et tient lieu de premier point de contact pour tout pays membre devant faire face à une situation de crise.

Le CCC assure une veille portant sur les chaînes d'information et les messages INTERPOL échangés entre pays membres, de manière à ce que les ressources de l'Organisation puissent être mobilisées dans leur totalité quels que soient le moment et le lieu où elles peuvent s'avérer nécessaires.

En 2009, le CCC du Secrétariat général a doublé de taille, et l'Organisation envisage d'ouvrir d'autres CCC de par le monde afin de renforcer notre capacité à fournir un service sans interruption et à apporter aux régions des réponses plus adaptées. La première structure de ce genre sera rattachée à notre Bureau régional de Buenos Aires, où les travaux ont débuté en septembre.



LES NOTICES ET LES ARRESTATIONS ASSOCIÉES

Les notices INTERPOL permettent d'attirer l'attention des services de police sur des individus en fuite, des terroristes présumés, des malfaiteurs dangereux, des personnes disparues ou des menaces liées à des armes, et peuvent être utilisées par tous les pays membres de l'Organisation. Les diffusions constituent un autre type d'alerte. Elles peuvent être émises directement par un Bureau Central National (B.C.N.) à l'intention de tous les pays membres ou de certains d'entre eux afin de demander l'arrestation ou la localisation d'un individu ou un complément d'information.

Depuis l'année 2000, 31 765 personnes ont été arrêtées à la suite d'une notice ou d'une diffusion. Plusieurs arrestations importantes d'individus faisant l'objet d'une notice rouge INTERPOL ont eu lieu en 2009. Celles-ci concernent notamment :

- **EMMANUEL UWAYEZU**, un fugitif rwandais recherché pour des faits en lien avec le génocide de 1994 – arrêté en Italie en octobre.
- **GEORGE 'DIRK' PRINSLOO**, un Sud-africain recherché pour des infractions sexuelles commises sur des enfants – arrêté au Bélarus en juin à la suite d'une tentative de hold-up dans une banque.
- **DENIS VASILYEV**, un Russe recherché par le B.C.N. de Moscou pour meurtre et détention illicite d'armes à feu – arrêté en septembre par la police équatorienne et le B.C.N. de Quito.
- **MAS SELEMAT BIN KASTARI**, un chef présumé du groupe terroriste Jemaah Islamiyah, recherché par Singapour – arrêté en mai en Malaisie.
- **SALVATORE MICELI**, recherché pour son rôle dans la mafia sicilienne et pour présomption de trafic de stupéfiants et de criminalité organisée – arrêté en juin au Venezuela.



L'ARRESTATION RAPIDE DE MALFAITEURS ÉVADÉS DE PRISON

Trois dangereux malfaiteurs se sont évadés de la prison de Bruges (Belgique) le 23 juillet avec l'aide d'un complice qui avait détourné un hélicoptère et forcé son pilote à atterrir dans la cour de la prison. Grâce à une coordination rapide entre la police fédérale belge, le B.C.N. de Bruxelles et le Secrétariat général, une alerte sécurité (notice orange) a été immédiatement diffusée dans le monde entier, suivie de notices rouges. Le 9 août, les trois individus avaient été arrêtés : l'un en Belgique, les deux autres au Maroc. Deux jours plus tard, en Belgique, l'un de leurs complices était arrêté à son tour.





I-link, notre système de bases de données à la pointe de la technologie, a été mis en place en 2009 et permet aux B.C.N. et aux services nationaux autorisés d'accéder aux bases de données d'INTERPOL et d'enregistrer directement des informations de police relatives à des individus recherchés faisant l'objet d'une notice rouge. Grâce à I-link, les B.C.N. peuvent désormais diffuser directement les notices rouges au lieu d'avoir à en faire la demande auprès du Secrétariat général.

TOTAL DES NOTICES ET DES DIFFUSIONS PUBLIÉES

2009	+27%	22 851
2008		17 935

TOTAL DES NOTICES ET DES DIFFUSIONS EN COURS DE VALIDITÉ

2009	+15%	74 873
2008		65 358

NOTICES ROUGES PUBLIÉES

Personnes recherchées

2009	+61%	5 020
2008		3 126

NOTICES BLEUES PUBLIÉES

Individus présentant un intérêt en relation avec une infraction

2009	+72%	522
2008		304

NOTICES VERTES PUBLIÉES

Mises en garde et renseignements relatifs à des auteurs d'infractions graves

2009	+72%	1 139
2008		664

NOTICES JAUNES PUBLIÉES

Personnes disparues

2009	+23%	472
2008		385

NOTICES NOIRES PUBLIÉES

Cadavres non identifiés

2009	+13%	103
2008		91

NOTICES ORANGE PUBLIÉES

Matières dangereuses, actes criminels ou événements susceptibles de constituer une menace pour la sécurité publique

2009	+143%	17
2008		7

NOTICES SPÉCIALES INTERPOL-CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU PUBLIÉES

Individus associés à Al-Qaida et aux Taliban, dont la liste est établie par le Comité 1267 du Conseil de sécurité des Nations Unies

2009	+153%	26
2008		17



4



DOMAINES DE CRIMINALITÉ PRIORITAIRES

AU 21^{ÈME} SIÈCLE, NOMBRE D'INFRACTIONS REVÊTENT UN CARACTÈRE TRANSNATIONAL ET REQUIÈRENT UNE RÉPONSE MONDIALE. INTERPOL CONCENTRE SON ACTION SUR SIX DOMAINES DE CRIMINALITÉ PRIORITAIRES DANS LESQUELS L'ORGANISATION PEUT PROPOSER DES INITIATIVES CONCRÈTES ET FAIRE VÉRITABLEMENT PROGRESSER LA COOPÉRATION INTERNATIONALE.

SOUTIEN AUX ENQUÊTES SUR LES MALFAITEURS EN FUITE

L'Organisation a poursuivi son étroite collaboration avec plusieurs tribunaux internationaux ainsi qu'avec des autorités nationales chargées des poursuites et des unités spécialisées dans les enquêtes sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité en vue d'apporter une aide pour la localisation d'individus en fuite.

L'AIDE AUX TRIBUNAUX INTERNATIONAUX POUR LE RWANDA ET L'EX-YOUGOSLAVIE

Depuis 2007, INTERPOL a contribué à plusieurs arrestations dans le monde entier, en relation avec le génocide rwandais de 1994. Fin 2009, 15 suspects rwandais faisant l'objet d'une notice rouge INTERPOL (publiée à la demande du Tribunal pénal international pour le Rwanda ou du B.C.N. de Kigali) avaient été arrêtés, dont quatre en 2009.

Nous travaillons également en étroite collaboration avec la Cour pénale internationale et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie en vue de localiser et d'arrêter les personnes recherchées pour crimes contre l'humanité ou crimes de guerre, en particulier Ratko Mladic et Goran Hadzic, les deux derniers protagonistes du conflit des Balkans à être toujours en fuite.



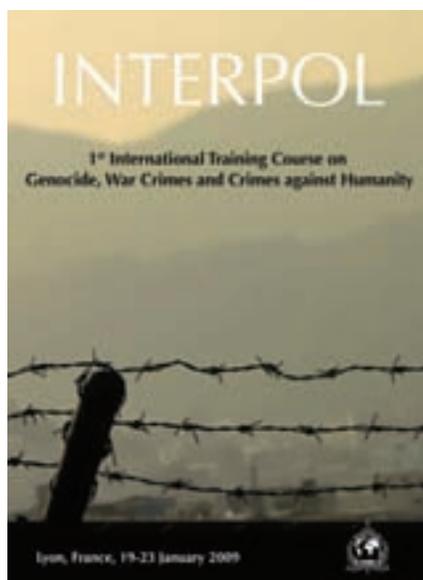
ARRESTATION D'UN IMPORTANT GÉNOCIDAIRE RWANDAIS EN FUITE

Ildephonse Nizeyimana, un fugitif rwandais notoire, a été arrêté en octobre par les autorités ougandaises dans le cadre d'une opération conjointe menée par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), le B.C.N. de Kampala et le Secrétariat général. Nizeyimana était l'un des quatre individus les plus recherchés par le TPIR. Il est soupçonné d'avoir facilité et approuvé l'extermination de Tutsis et de Hutus modérés entre avril et juillet 1994.



UTILISATION DES RÉSEAUX SOCIAUX POUR LOCALISER UN INDIVIDU EN FUITE

En septembre, la police d'Istanbul – en étroite coopération avec le B.C.N. d'Ankara – a arrêté Cem Garipoglu, qui était recherché pour le meurtre sauvage de son amie, une adolescente, commis six mois auparavant. Une notice rouge le concernant a été publiée à la demande du B.C.N. d'Ankara, ainsi que plusieurs notices bleues afin de localiser certains de ses proches parents. Une vidéo d'appel à témoins a également été produite en anglais, en français, en allemand, en turc, en arabe et en russe, et postée sur le site Web de l'Organisation et sur YouTube, permettant d'obtenir près de 100 pistes potentielles.



PREMIÈRE FORMATION À L'INTENTION DES ENQUÊTEURS SPÉCIALISÉS DANS LES CRIMES DE GUERRE

La toute première formation à l'intention des enquêteurs spécialisés dans les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité s'est tenue en janvier 2009. Ce domaine d'enquête spécialisé requiert à l'évidence une formation adaptée, et ce cours visait à renforcer la coopération entre les tribunaux internationaux, INTERPOL et les services nationaux chargés de l'application de la loi, en particulier en matière d'interrogation et de protection des témoins. Le cours était également axé sur les enquêtes relatives à des faits de violences sexuelles et l'examen des scènes de crime par la police scientifique au regard du droit international. Cette formation de cinq jours a réuni 60 fonctionnaires chargés de l'application de la loi de 22 pays et

18 orateurs de différentes nationalités, spécialistes de terrain, enquêteurs et représentants des tribunaux des Nations Unies, de la Cour pénale internationale, d'autorités judiciaires nationales et d'organisations non gouvernementales.

Le développement de l'expertise internationale dans ce domaine complexe était également l'objet de la 4^{ème} Réunion internationale d'experts sur le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, organisée en mai, à Oslo, en coopération avec la police norvégienne, et à laquelle ont participé plus de 200 experts judiciaires et spécialistes des services chargés de l'application de la loi.



ARRESTATION DE 45 INDIVIDUS EN FUITE LORS D'UNE OPÉRATION INTERNATIONALE

Sept pays membres ont collaboré dans le cadre de l'opération Infra-Red (pour *International Fugitive Round-up and Arrest – Red Notices*), qui a abouti à l'arrestation ou à la localisation dans diverses parties du monde de 45 individus recherchés. L'Australie, la Belgique, le Canada, la Colombie, les États-Unis, la Jamaïque et le Royaume-Uni ont activement participé à cette opération qui s'est déroulée sur tout le mois de juin. Les fugitifs visés ont été sélectionnés en fonction de la gravité des infractions commises – meurtre, viol, trafic de stupéfiants, etc. –, et l'opération portait essentiellement sur des affaires difficiles, dans lesquelles les autorités disposaient de peu d'informations.

SÛRETÉ PUBLIQUE ET TERRORISME

CRÉATION D'UN RÉSEAU DE LUTTE ANTITERRORISTE

À l'avant-garde de la lutte antiterroriste menée par INTERPOL, le Groupe Fusion (FTF) gère six projets portant chacun sur une région géographique donnée. Il a pour principales missions d'identifier les membres d'organisations se livrant à des activités terroristes au niveau international et de constituer une base de données interrogeable sur les terroristes recherchés ou présumés. Fin 2009, 121 pays membres travaillaient sur les questions relatives au terrorisme, avec 218 officiers de contact formant un réseau mondial de spécialistes dans ce domaine.



LUTTER CONTRE LA MENACE DU BIOTERRORISME ET DU TERRORISME NUCLÉAIRE

Le projet Geiger vise à compiler et à analyser les informations disponibles relatives au trafic de matières nucléaires et radioactives ainsi qu'à d'autres activités illicites liées à ces mêmes matières. Plus de 2 200 affaires sont répertoriées dans la base de données du projet Geiger, dont 133 ont eu lieu en 2009. Cette base constitue donc une ressource inestimable aux fins de l'analyse typologique, des tendances, des risques potentiels, ainsi que des itinéraires et des méthodes d'acheminement.

Les initiatives en matière de formation sont essentielles en vue de préparer une réponse intersectorielle et internationale dans l'éventualité d'un attentat bioterroriste (avec utilisation d'agents biologiques tels que bactéries, virus ou champignons). Un Exercice international de simulation en salle d'attaque bioterroriste a été organisé en septembre en Pologne à l'intention de hauts responsables de police, de professionnels de la santé et de spécialistes de différentes organisations internationales. Cet exercice visait à simuler un attentat bioterroriste d'ampleur mondiale et ses conséquences afin de déterminer le rôle et les responsabilités de chacun en cas d'attaque réelle. Vingt-sept participants de six pays d'Europe centrale et orientale ont participé à cet exercice.



LE PROJET NEXUS DÉMONTRE L'EFFICACITÉ DES LIAISONS INTERNATIONALES

Dans le cadre du projet Nexus (Groupe Fusion pour l'Europe), deux réunions opérationnelles de liaison portant sur des arrestations de terroristes opérées à Bari (Italie) en novembre 2008 ont été organisées en étroite coopération avec les autorités italiennes. Elles ont réuni des enquêteurs et des agents de renseignement de 12 pays d'Europe, du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et des Amériques en vue d'évaluer les liens existant avec des terroristes arrêtés dans d'autres pays, et ont permis d'identifier un suspect lié à l'opération. Recherché par un pays européen pour association de malfaiteurs en vue de commettre un vol à main armée, ainsi que pour enlèvement et pour viol, cet individu a été arrêté au Moyen-Orient.



RÉVÉLER LE POTENTIEL DES DONNÉES BALISTIQUES

Créé en 2009, le Réseau d'information balistique d'INTERPOL (IBIN) est une plateforme internationale d'échange et de comparaison de données balistiques à grande échelle. De même que pour les données dactyloscopiques, qui permettent d'établir des liens entre des malfaiteurs et des infractions commises dans différents pays, le système IBIN peut établir en quelques minutes des concordances entre des balles et des douilles, permettant aux balisticiens de fournir rapidement aux enquêteurs de police des informations sur les infractions commises, les armes utilisées et les suspects. Cette initiative a été lancée en février avec la signature d'un protocole d'accord entre INTERPOL et la société Forensic Technology. Un comité de pilotage du projet IBIN a été créé – composé de représentants du laboratoire et de fonctionnaires des B.C.N. de six pays –, suivi par la mise en place d'un réseau pilote. Fin 2009, IBIN contenait plus de 71 000 enregistrements.



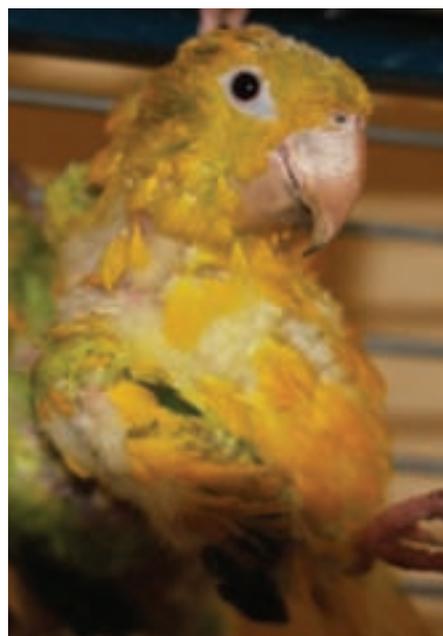
PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT CONTRE LA CRIMINALITÉ

INTERPOL a coordonné plusieurs opérations fructueuses ciblant différents types d'infractions tels que le transport illicite de déchets dangereux ou le commerce illégal d'ivoire. Les réunions des groupes de travail (la 21^{ème} Réunion du Groupe de travail d'INTERPOL sur la criminalité liée aux espèces sauvages et la 15^{ème} Réunion du Groupe de travail d'INTERPOL sur la criminalité liée à la pollution) ont permis de mieux faire connaître ce programme, avec des niveaux de participation jamais atteints jusqu'alors et la présence aux côtés de la communauté des services chargés de l'application de la loi d'organisations non gouvernementales et de sociétés privées.



DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU DE TRAFIQUANTS D'ESPÈCES SAUVAGES

L'opération Oxossi – la plus vaste opération jamais menée au niveau national par le Brésil contre le braconnage et le commerce illicite d'espèces sauvages – a abouti à la délivrance de 102 mandats d'arrêt et de 140 mandats de perquisition, à la publication de six notices rouges et à la saisie de plus de 3 500 spécimens d'espèces sauvages. Menée dans neuf États du Brésil avec la participation de 450 policiers fédéraux, cette opération a également acquis une dimension internationale avec l'arrestation ultérieure, en Indonésie, d'un ressortissant tchèque – visé par l'une des six notices rouges – grâce à l'étroite collaboration entre les B.C.N. de Brasilia, de Jakarta et de Prague.



STUPÉFIANTS ET ORGANISATIONS CRIMINELLES

ENRAYER LE TRAFIC DE DROGUE

Le trafic de cocaïne entre l'Amérique du Sud et l'Europe via l'Afrique de l'Ouest est un phénomène de criminalité majeur touchant chacune de ces régions, en tant que région de provenance, de transit ou de destination. Lancé courant mars, le projet White Flow facilite la communication, l'échange de renseignements et la collaboration au niveau international grâce au recueil d'informations sur les trafiquants (empreintes digitales, ADN, photographies, etc.), ainsi qu'en favorisant les enquêtes et les opérations conjointes ciblant les réseaux de trafiquants de cocaïne ayant des liens avec l'Afrique.



S'ATTAQUER AU PROBLÈME CROISSANT DE LA PIRATERIE MARITIME

Face à la montée en puissance de la piraterie maritime et des vols à main armée commis en mer, INTERPOL a lancé un appel lors du sommet du G8 qui s'est tenu en mai, à Rome, en faveur de l'élaboration d'une stratégie internationale commune comportant une composante policière qui œuvrerait en complément de la réponse militaire. Les pays membres ont répondu positivement à cet appel – le Kenya et les Seychelles étant les premiers à mettre à la disposition de la communauté policière mondiale des informations essentielles sur des pirates présumés. Ces avancées ont été suivies, en septembre, par la première réunion du Groupe de travail INTERPOL sur la piraterie maritime dans la région de la Corne de l'Afrique, dont les débats ont notamment porté sur l'examen des transactions financières en vue d'établir des liens avec d'autres types d'infractions tels que le blanchiment de fonds ou le terrorisme.



MISE EN LIGNE DE LA BASE DE DONNÉES SUR LES ŒUVRES D'ART VOLÉES

Depuis août, il est possible d'accéder directement, en ligne, à la base de données d'INTERPOL sur les œuvres d'art volées. Les utilisateurs autorisés peuvent ainsi vérifier en temps réel si un objet figure parmi les 34 000 biens répertoriés. Cette base de données est un outil important pour lutter efficacement contre le trafic de biens culturels. Fin 2009, elle était consultée par plus de 1 100 utilisateurs, parmi lesquels des services chargés de l'application de la loi, des autorités gouvernementales, des établissements culturels et des professionnels de l'art (ministères de la Culture, musées, sociétés de vente aux enchères, galeries d'art, etc.) de plus de 60 pays.

→ OPÉRATION CANS - UN RÉSEAU INTERNATIONAL DE TRAFIQUANTS DE DROGUE DÉMANTELÉ

Plusieurs arrestations opérées en 2008 ont mis en lumière une nouvelle tendance du trafic de drogue entre l'Afrique et l'Europe : l'utilisation par les passeurs de boîtes de conserve remplies de cocaïne. En janvier 2009, une réunion de travail à laquelle ont participé les six pays concernés a permis d'identifier deux principaux suspects d'origine nigériane, qui faisaient déjà l'objet d'une enquête menée par la police belge. Les mesures de surveillance prises dans le cadre de l'enquête menée à Lagos ont abouti à l'arrestation de l'un des individus – qui s'est par la suite révélé être le chef du réseau de trafiquants de cocaïne –, tandis que la perquisition de son domicile a permis de découvrir plusieurs éléments de preuve, notamment 5,5 kg de cocaïne, 74 000 USD en liquide ainsi qu'un carton de boîtes de conserve vides semblables à celles retrouvées lors des précédentes arrestations. Le deuxième individu a été arrêté à l'aéroport de Francfort (Allemagne) grâce à une alerte diffusée par la police belge.

LUTTER CONTRE LES RÉSEAUX DE PARIS ILLÉGAUX SUR LE FOOTBALL

En décembre, INTERPOL s'est engagé à aider la FIFA – l'instance mondiale du football – à créer un groupe de travail international chargé de lutter contre les paris illégaux sur le football. Les établissements de paris clandestins sont souvent contrôlés par des organisations criminelles prêtes à corrompre des joueurs et des officiels, ainsi qu'à faire usage de la force et de menaces pour recouvrer des dettes impayées.

DES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES S'ASSOCIENT À LA POLICE POUR RETROUVER LES VOITURES VOLÉES

Le Projet INVEX, mené en collaboration avec un certain nombre de constructeurs automobiles, vise à trouver de nouvelles solutions pour détecter les véhicules volés et à améliorer la qualité des informations recueillies. Lancé à l'initiative du Bureau central national INTERPOL en Allemagne, ce projet bénéficiait à la fin de l'année 2009 de la participation de cinq pays ainsi que des constructeurs automobiles Volkswagen (également propriétaire de Skoda et Seat), Audi (propriétaire de Lamborghini) et Porsche. Suite à l'adoption d'une résolution par l'Assemblée générale en octobre, le projet pilote a été officiellement lancé et est actuellement étendu à d'autres pays membres.

→ LES AUTEURS PRÉSUMÉS D'UN VOL DE LINGOTS D'OR ARRÊTÉS

Trois suspects ont été arrêtés à la suite du vol de lingots d'or d'une valeur de 2 millions d'USD en octobre aux Émirats arabes unis. Grâce à la réactivité du B.C.N. de Doha (Qatar), les suspects – qui voyageaient à bord d'un vol Qatar Airways – ont pu être identifiés dès leur descente d'avion à Hong Kong et immédiatement renvoyés à Abou Dhabi où ils ont été arrêtés. Il a été établi que l'or avait été expédié aux États-Unis, et les échanges d'informations qui s'en sont suivis entre les B.C.N. concernés ont permis de retrouver une partie du butin à New York, une semaine jour pour jour après le vol.

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE ET LIÉE AUX TECHNOLOGIES DE POINTE

FIXER DES NORMES POUR LES ENQUÊTES SUR LA CYBERCRIMINALITÉ

En collaboration avec l'University College de Dublin, nous avons lancé une initiative de formation aux enquêtes spécialisées qui contribuera à l'établissement d'une norme internationale reconnue en matière d'informatique légale et d'enquêtes dans le domaine de la cybercriminalité. L'accord signé en avril permettra à des fonctionnaires chargés de l'application de la loi du monde entier de bénéficier de formations spécialisées dans différents domaines tels que la préservation des pièces à conviction électroniques, l'amélioration des techniques d'enquête sur la cybercriminalité, la recherche d'éléments indiquant l'existence d'une activité clandestine et la gestion d'opérations axées sur le renseignement.

ADOPTION DE L'OUTIL DE POLICE SCIENTIFIQUE DE MICROSOFT

Dans le droit fil de la politique de collaboration croissante de l'Organisation avec le secteur des technologies de l'information, INTERPOL a conclu en avril un accord avec *Microsoft Corp.* lors du premier colloque international organisé sur le thème de la sécurité publique. Aux termes de cet accord, *Microsoft* mettra à la disposition de tous les pays membres d'INTERPOL son « passe-partout électronique » COFEE (*Computer Online Forensic Evidence Extractor*) pour aider les enquêteurs des services chargés de l'application de la loi à accéder aux données système d'ordinateurs en fonctionnement sans porter atteinte à leur valeur probante.



LUTTER CONTRE LA VENTE DE PRODUITS MÉDICAUX ILLICITES SUR INTERNET

Des organismes nationaux de contrôle des médicaments et des services de police et de douane ont collaboré dans le cadre de l'opération Pangea II – une opération d'envergure mondiale visant à attirer l'attention sur les dangers liés à l'achat de médicaments sur Internet. Les participants à l'opération ont centré leur action sur les trois principaux services utilisés par les sites Web illégaux pour mener à bien leurs activités, à savoir les fournisseurs d'accès à Internet (FAI), les systèmes de paiement et les services d'expédition. Cette année, 25 pays ont consacré une semaine entière à l'opération, contre huit pays et une seule journée d'action en 2008. La surveillance d'Internet a permis de détecter plus de 1 400 sites Web utilisés pour des activités illicites, et plus de 150 d'entre eux ont été fermés. L'opération Pangea a été coordonnée avec IMPACT, le Groupe spécial international anti-contrefaçon de produits médicaux de l'Organisation mondiale de la santé.



70 PAYS PARTICIPENT À UNE OPÉRATION DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE FONDS

INTERPOL a apporté un appui à Atlas, la première opération douanière conjointe de dimension mondiale ciblant l'importation clandestine de fortes sommes d'argent liquide. Menée par l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et le service de l'immigration et des douanes des États-Unis (*Immigration and Customs Enforcement - ICE*), cette opération a permis de saisir quelque 3,5 millions d'USD et bénéficié de la participation active de 70 pays. En plus de permettre aux participants d'accéder aux bases de données de l'Organisation, INTERPOL a dépêché une Cellule de soutien aux grandes manifestations auprès de l'OMD afin d'apporter une aide durant les cinq jours qu'a duré la phase opérationnelle courant octobre et d'assurer la liaison 24 heures sur 24 avec les agents répartis dans le monde entier.

QUAND LA LUTTE ANTICONTREFAÇON ATTEINT DES SOMMETS

De hauts représentants de gouvernements, des chefs d'entreprise et de hauts responsables des services chargés de l'application de la loi ont appelé les dirigeants politiques et les responsables d'entreprises nationaux et internationaux à intensifier les actions de lutte contre la contrefaçon et le piratage afin de favoriser la reprise économique mondiale. Le 5^{ème} Congrès mondial sur la lutte contre la contrefaçon et le piratage qui s'est tenu à Cancún (Mexique) du 1^{er} au 3 décembre a réuni plus de 800 délégués de 80 pays dans l'objectif de mettre en commun leurs propositions pour déstabiliser et faire reculer le commerce illicite de contrefaçons et de produits piratés à l'échelle mondiale, de trouver des solutions plus innovantes et plus efficaces, et d'exploiter les stratégies déjà mises en œuvre avec succès.

La Conférence internationale 2009 sur la répression des atteintes à la propriété intellectuelle – la première du genre en Europe – a comporté une série d'ateliers clés réunissant plus de 390 enquêteurs spécialisés dans les atteintes à la propriété intellectuelle, procureurs et experts venant des secteurs tant public que privé de 44 pays. Cette rencontre de trois jours qui s'est déroulée à Dublin a été co-organisée par INTERPOL, la police irlandaise An Garda Síochána et le Service de police d'Irlande du Nord, en partenariat avec *Underwriters Laboratories*.

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS

PORTER SECOURS AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS

Afin d'aider les enquêteurs spécialisés dans la lutte contre l'exploitation des enfants à analyser les données et à les mettre en commun avec leurs homologues d'autres pays, INTERPOL assure la gestion de la Base de données internationale sur l'exploitation sexuelle des enfants (ICSE), mise en service en mars. Accessible aux enquêteurs agréés par l'intermédiaire du réseau sécurisé d'INTERPOL I-24/7, cette base de données utilise un logiciel de reconnaissance d'images permettant de faire le lien entre des victimes et des lieux. L'ICSE s'est substituée à la Base de données d'INTERPOL sur les abus pédosexuels (ICAID), qui a été utilisée par les enquêteurs du Secrétariat général pendant huit ans. Auparavant, seuls certains fonctionnaires du Secrétariat général avaient accès à cette base de données, contre plus de 50 utilisateurs autorisés de 12 pays bénéficiant actuellement d'un accès direct à l'ICSE. Près de 1 500 victimes ont ainsi pu être identifiées.

En 2009, INTERPOL a poursuivi son étroite collaboration avec ses partenaires de la *Virtual Global Taskforce (VGT)*. Au cours de l'année, l'action menée par la VGT au niveau mondial a porté sur le démantèlement des réseaux pédophiles internationaux, la coordination d'enquêtes d'infiltration sur Internet, l'échange et l'exploitation de renseignements, et l'identification des délinquants sexuels itinérants. La collaboration au sein de la VGT a permis de procéder à plus de 1 000 arrestations et de protéger des dizaines d'enfants dans le monde entier.

DÉMANTELER LES RÉSEAUX DE TRAFIC DE MIGRANTS

Le projet DSN (*Dismantling Smuggling Networks*) d'INTERPOL vise à mettre au jour les organisations criminelles se livrant au trafic de migrants et à trouver des méthodes d'enquête plus efficaces permettant de mieux lutter contre ce type d'infractions. La première réunion dans le cadre du projet DSN, qui s'est tenue en février, a été organisée face à l'augmentation du nombre d'affaires de trafic de migrants constatée grâce aux signalements positifs générés par les recherches effectuées par nos pays membres dans notre base de données sur les documents de voyage volés ou perdus (SLTD). Des spécialistes ont échangé des informations sur les réseaux criminels qui se cachent derrière ces infractions ainsi que sur les itinéraires de trafic existants et nouveaux.

COLLABORATION AVEC FRONTEx CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE

Un accord de travail conclu en mai 2009 jette les bases d'une coopération officielle avec FRONTEx aux fins de la lutte contre l'immigration clandestine, le trafic de migrants et le trafic d'êtres humains. Lors d'une réunion d'étude organisée en septembre à l'aéroport international de Vienne, des dispositions relatives à l'installation de notre solution MIND/FIND ont été présentées en vue de permettre aux agents de FRONTEx et aux agents locaux chargés des contrôles aux frontières de procéder à des vérifications sur les passeports des passagers dans la base de données d'INTERPOL sur les documents de voyage volés ou perdus. D'autres réunions préparatoires organisées en 2009 et en 2010 permettront aux deux organisations de mener des activités conjointes dans toute l'Europe dans un futur proche.



LUTTE ANTICORRUPTION

MISE EN COMMUN DES CONNAISSANCES RELATIVES AUX TECHNIQUES DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

En octobre, l'Assemblée générale a adopté une résolution relative à la mise en place d'une plateforme d'échange d'informations à l'intention des entités nationales chargées de la lutte anticorruption et d'une base de connaissances techniques et stratégiques sur la lutte anticorruption – baptisée UMBRA. Il s'agissait de promouvoir et d'accroître la circulation et l'échange d'informations relatives à la corruption ainsi que la diffusion des méthodes et connaissances techniques nécessaires pour lutter contre cette forme de criminalité.

RECOUVREMENT ET RESTITUTION DES AVOIRS VOLÉS

En partenariat avec l'Initiative StAR, INTERPOL a créé en janvier une base de données des points de contact de l'Initiative afin d'améliorer la coordination des services chargés de l'application de la loi dont la mission consiste à enquêter sur les individus et les organisations se livrant au détournement de fonds publics et à engager des poursuites à leur encontre. Accessible sept jours sur sept, 24 heures sur 24, la liste des points de contacts de l'Initiative StAR contient les coordonnées de fonctionnaires chargés de répondre aux demandes d'aide urgentes en matière de recouvrement d'avoirs. Fin 2009, quelque 70 pays participaient à cette initiative.

DES TECHNIQUES DE SURVEILLANCE SÛRES

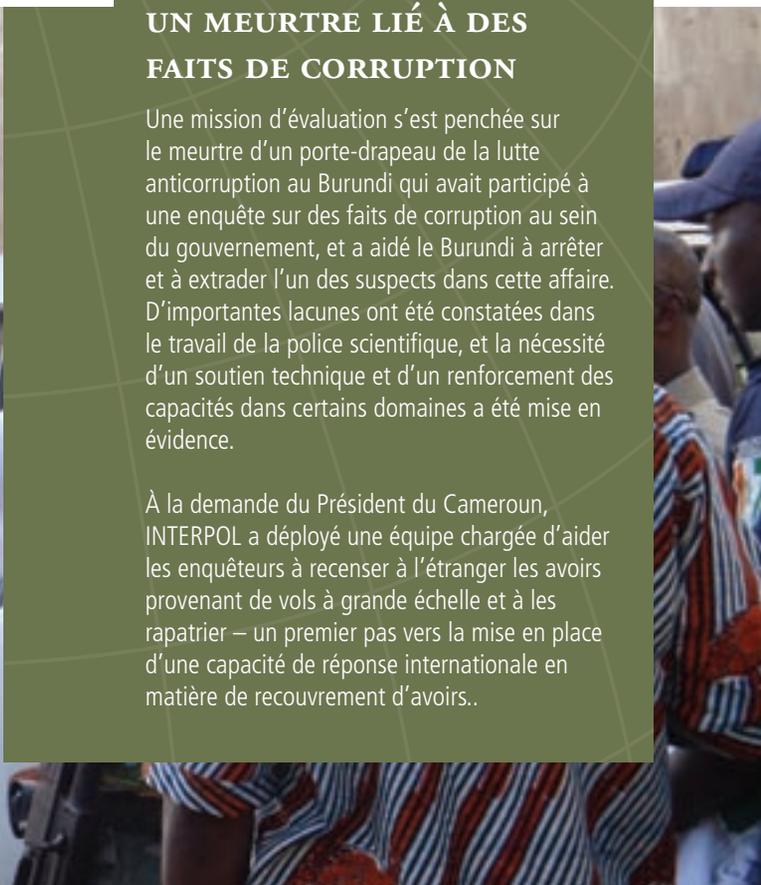
En 2009, INTERPOL a procédé à l'évaluation d'un système hautement sécurisé d'aide à la surveillance par Internet qui apportera aux pays membres un soutien dans le cadre de la surveillance des pratiques frauduleuses, ainsi que pour le recueil et l'enregistrement d'éléments de preuve de premier ordre recevables devant les tribunaux. Ce système autorise le transfert, depuis le lieu de surveillance, de fichiers audio et vidéo pouvant être visionnés et stockés comme éléments de preuve n'importe où dans le monde par l'intermédiaire d'un réseau privé virtuel. Ce système à la fois efficace et économique peut être installé rapidement et aidera nos pays membres à détecter les pratiques frauduleuses sur différents sites – comme aux postes-frontières – et à y mettre un terme.



INTERPOL APPORTE UN APPUI À UNE ENQUÊTE SUR UN MEURTRE LIÉ À DES FAITS DE CORRUPTION

Une mission d'évaluation s'est penchée sur le meurtre d'un porte-drapeau de la lutte anticorruption au Burundi qui avait participé à une enquête sur des faits de corruption au sein du gouvernement, et a aidé le Burundi à arrêter et à extradier l'un des suspects dans cette affaire. D'importantes lacunes ont été constatées dans le travail de la police scientifique, et la nécessité d'un soutien technique et d'un renforcement des capacités dans certains domaines a été mise en évidence.

À la demande du Président du Cameroun, INTERPOL a déployé une équipe chargée d'aider les enquêteurs à recenser à l'étranger les avoirs provenant de vols à grande échelle et à les rapatrier – un premier pas vers la mise en place d'une capacité de réponse internationale en matière de recouvrement d'avoirs..





5



FINANCES

LES PRODUITS OPÉRATIONNELS AYANT PERMIS À L'ORGANISATION DE MENER SES ACTIVITÉS EN 2009 SONT PRÉSENTÉS CI-APRÈS SOUS LA FORME DE TABLEAUX FINANCIERS, LESQUELS FONT L'OBJET D'UN CONTRÔLE PAR DES AUDITEURS EXTERNES ET SONT CONFORMES AUX NORMES COMPTABLES INTERNATIONALES.

SYNTHÈSE

Pour l'exercice 2009, les produits opérationnels d'INTERPOL se sont élevés à 59 millions d'EUR, dont 83 % provenaient des pays membres, principalement sous la forme de contributions statutaires (82 %). Les produits perçus au titre des projets à financement externe, qu'ils proviennent de fondations privées ou de sociétés commerciales dont les buts ou les intérêts rejoignent les nôtres, ont constitué 14 % des produits bruts. Les autres produits et remboursements ont représenté 3 % du total.

Les charges opérationnelles ordinaires (dépenses de fonctionnement) se sont élevées à 59 millions d'EUR en tout, les rémunérations représentant le poste de dépenses le plus important (56 %), suivi par les frais de missions et de réunions (14 %), les prestations de services externes et coûts associés (7 %), les charges de maintenance (4 %) ainsi que les charges de fonctionnement et de locaux, les dépenses de bureau, les autres charges de personnel et les charges de télécommunications liées à notre système de communication mondial, I-24/7 (3 % pour chaque poste). Les charges de dépréciation ont représenté 7 % des charges opérationnelles.

INTERPOL a enregistré un léger déficit en 2009, qui a été imputé sur les fonds de réserve cumulés de l'Organisation. Les acquisitions d'immobilisations ont représenté pour 3,9 millions d'EUR de ressources financières. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont légèrement diminué, essentiellement en raison du déficit, d'un nombre moins important de versements anticipés de contributions au budget 2010 et de la diminution des sommes perçues d'avance au titre des projets à financement externe, auxquels est venue s'ajouter une augmentation des passifs relatifs au personnel et des dettes, lesquels ont toutefois été contrebalancés

par un recul du montant des charges payées d'avance et des autres créances. Les capitaux propres et les réserves – représentés par divers fonds – ont diminué de 122 000 EUR par rapport à 2008 du fait du déficit généré en 2009.

Les tableaux financiers qui figurent dans les pages suivantes – états de la situation financière, de la performance financière, tableaux des variations de situation nette et des flux de trésorerie – font l'objet d'un contrôle par des vérificateurs extérieurs et résument la situation et la performance financières de l'Organisation en 2009 et en 2008. Les états financiers de l'Organisation sont préparés, chaque fois que possible, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS). Lorsqu'il n'existait aucune norme IPSAS concernant un aspect particulier, les Normes comptables internationales ont été utilisées.

Ces états financiers ont été préparés en se fondant sur l'hypothèse de la continuité d'activité, en appliquant comme base d'évaluation le système du coût historique, dans le cadre de la méthode de la comptabilité d'exercice. Toutes les transactions sont conformes à la réglementation financière d'INTERPOL.

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE :

(EN MILLIERS D'EUROS)	31 DÉCEMBRE 2009	31 DÉCEMBRE 2008
ACTIFS		
ACTIFS COURANTS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32 561	32 795
Autres créances et paiements anticipés	4 078	4 796
Contributions statutaires dues	2 468	2 524
Stocks	660	558
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	39 767	40 673
ACTIFS NON COURANTS		
Contributions statutaires dues non courantes	578	473
Immobilisations nettes	22 243	22 731
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	22 821	23 204
TOTAL DES ACTIFS	62 588	63 877
PASSIFS		
PASSIFS COURANTS		
Dettes	(5 003)	(4 179)
Passifs relatifs au personnel	(2 396)	(2 257)
Produits perçus d'avance	(806)	(3 444)
Produits relatifs aux projets différés	(3 096)	(4 307)
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	(11 301)	(14 187)
PASSIFS NON COURANTS		
Passifs relatifs au personnel	(5 352)	(3 633)
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	(5 352)	(3 633)
TOTAL DES PASSIFS	(16 653)	(17 820)
TOTAL DE L'ACTIF NET	45 935	46 057
ACTIF NET		
Réserve de financement des investissements	22 243	22 731
Fonds de réserve cumulés	23 692	23 326
TOTAL DE L'ACTIF NET	45 935	46 057

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE DE L'EXERCICE CLOS LE :

(EN MILLIERS D'EUROS)

31 DÉCEMBRE 2009

31 DÉCEMBRE 2008

PRODUITS OPÉRATIONNELS		
Contributions statutaires	47 440	45 128
Financement des Bureaux régionaux	815	797
Contributions volontaires	585	721
Remboursements et autres sommes perçues	1 058	945
Produits financiers	251	1 517
Autres produits	8 540	7 868
Gains/(Pertes) de change - solde	4	(49)
TOTAL DES PRODUITS OPÉRATIONNELS	58 693	56 927
CHARGES OPÉRATIONNELLES		
Rémunérations	33 126	31 262
Autres charges de personnel	1 167	1 078
Charges de fonctionnement et de locaux	1 875	1 845
Maintenance	2 436	1 902
Missions et réunions	8 440	7 365
Dépenses de bureau	1 532	1 766
Charges de télécommunications	1 576	1 302
Prestations de services externes et coûts associés	4 308	4 063
Amortissement	4 355	4 530
TOTAL DES CHARGES OPÉRATIONNELLES	(58 815)	(55 113)
SOLDE DE L'EXERCICE (DÉFICIT)/EXCÉDENT	(122)	1 814

TABLEAU DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET/SITUATION NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2009 :

(EN MILLIERS D'EUROS)	RÉSERVE DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	FONDS DE RÉSERVE CUMULÉS	TOTAL
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2008, TEL QU'INDIQUÉ PRÉCÉDEMMENT	23 223	23 195	46 418
Ajustements relatifs à l'exercice précédent	(492)	131	(361)
SOLDE RETRAITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2008	22 731	23 326	46 057
Montant net des profits et des pertes non comptabilisés dans l'état de la performance financière du fait qu'il s'agit de dépenses d'investissement (nettes) financées par les fonds de réserve cumulés	(488)	488	
Solde net de l'exercice (déficit)/excédent		(122)	(122)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2009	22 243	23 692	45 935

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE :

(EN MILLIERS D'EUROS)	31 DÉCEMBRE 2009	31 DÉCEMBRE 2008
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Solde des activités opérationnelles ordinaires	(122)	1 814
MOUVEMENTS SANS EFFET DE TRÉSORERIE		
Dépréciation	4 355	4 530
Ajustement relatif aux produits financiers (état séparé)	(251)	(1 517)
Ajustement relatif aux (profits)/pertes sur cession d'actifs	1	124
Ajustement relatif aux provisions pour congés payés des employés	244	30
Ajustement relatif aux provisions pour le RIPIE	(217)	66
Accroissement / (Diminution) du montant des dettes	824	376
Accroissement / (Diminution) du montant des produits perçus d'avance	(2 638)	2 736
Accroissement / (Diminution) du montant des produits relatifs aux projets différés	(1 211)	(891)
Accroissement / (Diminution) du montant des passifs relatifs au personnel - non courants	1 815	1 466
Accroissement / (Diminution) du montant des passifs relatifs au personnel - courants	16	46
(Accroissement) / Diminution du montant des stocks	(102)	(1)
(Accroissement) / Diminution du montant des contributions statutaires dues non courantes	(105)	71
(Accroissement) / Diminution du montant des autres créances et paiements anticipés - courants	718	(2 258)
(Accroissement) / Diminution du montant des contributions statutaires dues - courantes	56	(375)
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	3 383	6 217
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(3 868)	(3 943)
Cessions d'immobilisations		18
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	(3 868)	(3 925)
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Produits financiers reçus	251	1 517
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	251	1 517
AUGMENTATION / (DIMINUTION) NETTE DE TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(234)	3 809
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	32 795	28 986
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	32 561	32 795
MONTANT DES MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET D'ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(234)	3 809

188 PAYS MEMBRES

INTERPOL : UN BUREAU CENTRAL NATIONAL
DANS CHAQUE PAYS MEMBRE



- **Afghanistan**, Kaboul
- **Afrique du Sud**, Pretoria
- **Albanie**, Tirana
- **Algérie**, Alger
- **Allemagne**, Wiesbaden
- **Andorre**, Andorre-la-Vieille
- **Angola**, Luanda
- **Antigua-et-Barbuda**, St John's
- **Antilles néerlandaises**, Willemstad
- **Arabie saoudite**, Riyad
- **Argentine**, Buenos Aires
- **Arménie**, Erevan
- **Aruba**, Oranjestad
- **Australie**, Canberra
- **Autriche**, Vienne
- **Azerbaïdjan**, Bakou
- **Bahamas**, Nassau
- **Bahreïn**, Adaliya
- **Bangladesh**, Dacca
- **Barbade**, Bridgetown
- **Bélarus**, Minsk
- **Belgique**, Bruxelles
- **Belize**, Belmopan
- **Bénin**, Cotonou
- **Bhoutan**, Thimphu
- **Bolivie**, La Paz
- **Bosnie-Herzégovine**, Sarajevo
- **Botswana**, Gaborone
- **Bésil**, Brasilia
- **Brunei**, Bandar Seri Begawan
- **Bulgarie**, Sofia
- **Burkina Faso**, Ouagadougou
- **Burundi**, Bujumbura
- **Cambodge**, Phnom Penh
- **Cameroun**, Yaoundé
- **Canada**, Ottawa
- **Cap-Vert**, Praia
- **République centrafricaine**, Bangui
- **Chili**, Santiago
- **Chine**, Beijing
- **Chypre**, Nicosie
- **Colombie**, Bogota
- **Comores**, Moroni
- **Congo**, Brazzaville
- **Corée**, Séoul
- **Costa Rica**, San José
- **Côte d'Ivoire**, Abidjan
- **Croatie**, Zagreb
- **Cuba**, La Havane
- **Danemark**, Copenhague
- **Djibouti**, Djibouti
- **Dominique**, Roseau
- **République dominicaine**, Saint-Domingue
- **Égypte**, Le Caire
- **El Salvador**, San Salvador
- **Émirats arabes unis**, Abou Dhabi
- **Équateur**, Quito
- **Érythrée**, Asmara
- **Espagne**, Madrid
- **Estonie**, Tallinn
- **États-Unis d'Amérique**, Washington
- **Éthiopie**, Addis-Abeba
- **Ex-République yougoslave de Macédoine**, Skopje
- **Fidji**, Suva
- **Finlande**, Helsinki
- **France**, Paris
- **Gabon**, Libreville
- **Gambie**, Banjul
- **Géorgie**, Tbilissi
- **Ghana**, Accra
- **Grèce**, Athènes
- **Grenade**, St George's
- **Guatemala**, Guatemala
- **Guinée**, Conakry
- **Guinée-Bissau**, Bissau
- **Guinée équatoriale**, Malabo
- **Guyana**, Georgetown
- **Haïti**, Port-au-Prince
- **Honduras**, Tegucigalpa
- **Hongrie**, Budapest
- **Inde**, New Delhi
- **Indonésie**, Jakarta
- **Iran**, Téhéran
- **Iraq**, Bagdad
- **Irlande**, Dublin
- **Islande**, Reykjavik
- **Israël**, Jérusalem
- **Italie**, Rome
- **Jamaïque**, Kingston
- **Japon**, Tokyo
- **Jordanie**, Amman
- **Kazakhstan**, Astana
- **Kenya**, Nairobi
- **Kirghizistan**, Bichkek
- **Koweït**, Dahiyat Abdullah Al-Salem
- **Laos**, Vientiane
- **Lesotho**, Maseru
- **Lettonie**, Riga
- **Liban**, Beyrouth
- **Libéria**, Monrovia
- **Libye**, Tripoli
- **Liechtenstein**, Vaduz
- **Lituanie**, Vilnius
- **Luxembourg**, Luxembourg
- **Madagascar**, Antananarivo
- **Malaisie**, Kuala Lumpur
- **Malawi**, Lilongwe
- **Maldives**, Male
- **Mali**, Bamako
- **Malte**, Floriana
- **Maroc**, Rabat
- **Marshall (îles)**, Majuro
- **Maurice**, Port-Louis
- **Mauritanie**, Nouakchott
- **Mexique**, Mexico
- **Moldova**, Chisinau
- **Monaco**, Monaco
- **Mongolie**, Oulan-Bator
- **Monténégro**, Podgorica
- **Mozambique**, Maputo
- **Myanmar**, Yangon
- **Namibie**, Windhoek
- **Nauru**, Yaren
- **Népal**, Katmandou
- **Nicaragua**, Managua
- **Niger**, Niamey
- **Nigéria**, Lagos
- **Norvège**, Oslo
- **Nouvelle-Zélande**, Wellington
- **Oman**, Mascate
- **Ouganda**, Kampala
- **Ouzbékistan**, Tachkent
- **Pakistan**, Islamabad
- **Panama**, Panama
- **Papouasie-Nouvelle-Guinée**, Konedobu
- **Paraguay**, Asunción
- **Pays-Bas**, La Haye
- **Pérou**, Lima
- **Philippines**, Manille
- **Pologne**, Varsovie
- **Portugal**, Lisbonne
- **Qatar**, Doha
- **République démocratique du Congo**, Kinshasa
- **Roumanie**, Bucarest
- **Royaume-Uni**, Londres
- **Russie**, Moscou
- **Rwanda**, Kigali
- **Sainte-Lucie**, Castries
- **Saint-Kitts-et-Nevis**, Basseterre
- **Saint-Marin**, Saint-Marin
- **Saint-Vincent-et-Grenadines**, Kingstown
- **Samoa**, Apia
- **Sao Tomé-et-Principe**, Sao Tomé
- **Sénégal**, Dakar
- **Serbie**, Belgrade
- **Seychelles**, Victoria/Mahé
- **Sierra Leone**, Freetown
- **Singapour**, Singapour
- **Slovaquie**, Bratislava
- **Slovénie**, Ljubljana
- **Somalie**, Mogadiscio
- **Soudan**, Khartoum
- **Sri Lanka**, Colombo
- **Suriname**, Paramaribo
- **Swaziland**, Mbabane
- **Suède**, Stockholm
- **Suisse**, Berne
- **Syrie**, Damas
- **Tadjikistan**, Douchanbé
- **Tanzanie**, Dar es-Salaam
- **Tchad**, N'Djamena
- **République tchèque**, Prague
- **Thaïlande**, Bangkok
- **Timor-Leste**, Dili
- **Togo**, Lomé
- **Tonga**, Nuclealofa
- **Trinité-et-Tobago**, Port of Spain
- **Tunisie**, Tunis
- **Turkménistan**, Achgabat
- **Turquie**, Ankara
- **Ukraine**, Kiev
- **Uruguay**, Montevideo
- **Vatican (État de la Cité du)**, Cité du Vatican
- **Venezuela**, Caracas
- **Viet Nam**, Hanoi
- **Yémen**, Sanaa
- **Zambie**, Lusaka
- **Zimbabwe**, Harare

Bureau du Représentant spécial
d'INTERPOL auprès de l'Union
européenne à Bruxelles, Belgique

Bureau du Représentant spécial
d'INTERPOL auprès des Nations Unies
à New York, États-Unis d'Amérique

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL D'INTERPOL
200, quai Charles de Gaulle
69006 Lyon
France
Tel: +33 (0) 4 72 44 70 00
Fax: +33 (0) 4 72 44 71 63
E-mail: info@interpol.int



Bureaux régionaux :

San Salvador, El Salvador

Buenos Aires, Argentine

Abidjan, Côte d'Ivoire

Yaoundé, Cameroun

Harare, Zimbabwe

Nairobi, Kenya

Bureau de liaison :
Bangkok (Thaïlande)



Copyright INTERPOL 2010

Crédits photos : INTERPOL, Istockphoto, Andia.

Imprimé sur du papier issu de forêts gérées durablement.



Le rôle d'INTERPOL est de permettre aux polices du monde entier de travailler ensemble pour rendre le monde plus sûr. Notre infrastructure de pointe, qui apporte un appui technique et opérationnel, aide à relever les défis – de plus en plus nombreux – de la lutte contre la criminalité au 21^{ème} siècle.

Nous œuvrons pour que, partout dans le monde, les policiers disposent des outils et services nécessaires afin de remplir leurs fonctions en toute efficacité. Nous dispensons des formations ciblées, nous apportons un soutien spécialisé aux enquêtes et nous mettons à disposition des données utiles ainsi que des canaux de communication sécurisés.

Cette palette d'outils et de services aide les policiers sur le terrain à mieux appréhender l'évolution de la criminalité, à analyser les informations, à mener des opérations et, enfin, à arrêter autant de malfaiteurs que possible.

Le Secrétariat général d'INTERPOL se trouve à Lyon (France). Il fonctionne 24 heures sur 24, 365 jours par an. L'Organisation compte également sept bureaux régionaux à travers le monde et des représentations auprès des Nations Unies, à New York, et de l'Union européenne, à Bruxelles. Chaque pays membre dispose d'un Bureau central national dont l'effectif est composé de fonctionnaires hautement qualifiés des services nationaux chargés de l'application de la loi.

WWW.INTERPOL.INT